

CAISSE REGIONALE DE CREDIT AGRICOLE MUTUEL TOULOUSE 31

Société coopérative à capital variable, agréée en tant qu'établissement de crédit,
Société de courtage d'assurance immatriculée au
Registre des Intermédiaires en Assurance sous le n° 07 022 951

Siège Social : 6 Place Jeanne d'Arc – BP 40535 - 31005 TOULOUSE CEDEX 6
776 916 207 RCS TOULOUSE

RAPPORT FINANCIER SEMESTRIEL AU 30 JUIN 2013

**Présenté au Conseil d'Administration de la Caisse Régionale de Crédit Agricole
Mutuel Toulouse 31 en date du 26 juillet 2013**

SOMMAIRE

Rapport semestriel d'activité.....	3
Comptes consolidés intermédiaires résumés au 30 juin 2013.....	19
Déclaration personnes physiques au 30 juin 2013.....	65
Rapport des Commissaires aux Comptes au 30 juin 2013.....	67

Caisse Régionale de Crédit Agricole Mutuel Toulouse 31

Société coopérative à capital variable, agréée en tant qu'établissement de crédit,
Société de courtage d'assurance immatriculée au
Registre des Intermédiaires en Assurance sous le n° 07 022 951

Siège social : 6 Place Jeanne d'Arc, 31005 Toulouse
N° : 776 916 207 RCS TOULOUSE

RAPPORT SEMESTRIEL D'ACTIVITE

AU 30 JUIN 2013

1. Environnement économique et financier

1.1. Contexte économique

Le premier semestre 2013 a vu le rythme de croissance de l'économie mondiale ralentir. Même l'économie Américaine, avec une croissance évaluée à près de 2% en 2013, est bridée par le frein budgétaire (hausse d'impôts en janvier et coupes budgétaires fédérales automatiques).

En Europe, les perspectives sont beaucoup moins prometteuses. L'activité économique reste paralysée par une austérité persistante et l'évolution attendue du PIB s'élève à -0,6% cette année, même si une amélioration semble se dessiner pour le second semestre.

Dans les grandes économies émergentes, l'activité ralentit et une transition en douceur vers des modèles de croissance stimulée par la demande interne semble difficile.

1.2. Evolution des marchés

Sur le premier semestre, les marchés ont été agités par de nombreux événements, tant politiques que budgétaires et monétaires.

En Europe, après la crise politique en Italie, c'est Chypre et son système bancaire en faillite qui a retenu l'attention des marchés.

Aux USA, le changement de ton de la banque centrale concernant la politique monétaire ultra accommodante a suscité de forts mouvements sur les marchés de taux et d'actions.

- Evolution des taux d'intérêts :

Face à la morosité de l'activité économique en Europe, la BCE a baissé ses taux directeurs à 0,50% (au plus bas historique) maintenant ainsi les taux courts européens à des niveaux extrêmement bas.

C'est la Banque Centrale Américaine (la FED) qui a animé le marché des taux à long terme à la fin du premier semestre. Le discours de son président visant à préparer les marchés à une réduction de l'assouplissement quantitatif dans les mois à venir a fait réagir l'ensemble des investisseurs.

Ainsi, les taux longs Américains ont fortement progressé, entraînant l'ensemble des taux du reste du monde, y compris en Europe, où une hausse sensible de l'ensemble des taux à long terme a eu lieu.

- Evolution des marchés boursiers :

Jusqu'à la fin du mois de mai, les actions avaient progressé de plus de 13% au niveau mondial, et d'environ 8% en Europe.

Après le discours de la FED laissant entendre une inflexion de sa politique monétaire, les marchés ont reculé de 8% y compris en Europe. Cette correction brutale est un rappel de la sensibilité de tous les marchés aux politiques des Banques Centrales.

2. Faits marquants du 1er semestre 2013

2.1. Activités clientèles

	Encours au 30/06/2013	Evolution sur un an
Clients (en nombre)	440 944	+ 7 162
Collecte	11 013 M€	+ 6,4 %
- Dont collecte bilan	6 934 M€	+ 8,7 %
Crédits (utilisations et engagements)	8 014 M€	+ 2,3 %
- Dont crédits à l'habitat	4 167 M€	+ 4,2 %
- Dont crédits d'investissement aux professionnels et aux entreprises	2 135 M€	+ 13,7 %
Assurances de biens et de personnes (nombre de contrats)	173 599	+7,4 %
Services (en nombre)	764 803	+11,7 %

Dans un contexte économique morose, le Crédit Agricole Toulouse 31 affiche une progression significative de son fonds de commerce (+ 4 220 clients supplémentaires sur le semestre). Dans la tendance des trimestres précédents, ce développement s'accompagne d'une progression tonique des activités en collecte, des crédits et des ventes de produits et services, permettant à la Caisse Régionale de réaliser des performances commerciales supérieures à celles du marché.

2.2. Résultats financiers

Résultats en M€	2ème trimestre 2012	2ème trimestre 2013	Evol T2 2013/T2 2012	1er semestre 2013	Evolution S1 2013/ S2 2012
Produit net bancaire	71,2	67,3	-5,4%	130,7	-2,3%
Charges générales d'exploitation	34,8	34,9	0,1%	70,6	1,4%
Résultat brut d'exploitation	36,3	32,4	-10,8%	60,1	-6,3%
Coût du risque	4,7	4,9	4,3%	-9,2	30,3%
Résultat net social	18,9	18,5	-2,1%	32,6	-2,0%
Résultat net part du Groupe consolidé	18,7	17,5	-6,8%	33,0	-15,8%
Total Bilan consolidé	8 888,0	9 097,2	2,4%	9 097,2	3,2%
dont capitaux propres au passif	995,5	1 044,0	4,9%	1 044,0	2,5%

Le Conseil d'Administration en sa séance du 26 juillet 2013 a arrêté les comptes semestriels de la Caisse Régionale, comptes préalablement audités par les commissaires aux comptes.

Le Produit Net Bancaire (comptes individuels) au 30 juin 2013 est en retrait de 2,3%, impacté par un fort recul de la contribution des participations. L'évolution mesurée de +1,4 % des charges générales d'exploitation est pour l'essentiel liée à la hausse des taxes mises en place à partir du 2ème semestre 2012. Dans un contexte économique dégradé, la Caisse Régionale contient le coût du risque à un niveau modéré, le taux des créances douteuses et litigieuses progressant de manière limitée par rapport au 31 décembre 2012 pour atteindre 3,48% à fin juin 2013, couvertes à 80,1 % par des provisions.

Le résultat net social semestriel à 32,6 millions d'euros s'établit en léger retrait par rapport à celui de 2012, en ligne avec les orientations budgétaires annuelles.

2.3. Situation financière dont CCI

Malgré la combinaison de signaux économiques instables conduisant à une nervosité de l'ensemble des marchés financiers, le cours des Certificats Coopératifs d'Investissement de la Caisse Régionale Toulouse 31 a progressé de 5,3% depuis le début de l'année avec un cours atteignant 55,15 euros. La Caisse Régionale affiche toujours une solidité financière remarquable avec une évolution de ses capitaux propres de près de 3%, respectant l'ensemble des exigences réglementaires : le ratio CRD/Bâle 2 est estimé à 17,41% au 30 juin 2013 contre 16,9 % au 31 décembre 2012 et le ratio de liquidité à un mois atteint 145 %. Le ratio crédit - collecte, limité à 108,3 %, reste l'une des références du secteur. La Caisse Régionale a poursuivi au cours du semestre la constitution de réserves éligibles au futur ratio LCR, devant lui permettre d'atteindre le niveau requis au 1er janvier 2015.

2.4. Perspectives : Crédit Agricole Toulouse 31, l'audace d'être différents

Malgré une situation économique détériorée, la Caisse Régionale n'infléchit pas sa politique d'investissement. Ainsi, sur le 1er semestre 2013, trois nouvelles agences ont ouvert leurs portes à Toulouse et dans sa périphérie.

Face à une pression exercée sur nos prix de vente, de plus en plus régulés, Crédit Agricole Toulouse 31 est déterminé à développer ses volumes de vente par une conquête très active de nouvelles clientèles, associée à une maîtrise de ses charges et de ses risques. Cette combinaison permettra la poursuite d'un développement rentable et durable.

Le prochain semestre sera marqué par le changement du système d'information de la Caisse Régionale dont l'objectif principal consiste à améliorer la relation client, pour faire de nos agences le cœur d'une nouvelle relation multi canal adaptée aux besoins de nos clientèles.

3. Activité du 1er semestre 2013

3.1. Le fonds de commerce

La Caisse Régionale de Crédit Agricole Mutuel Toulouse 31 a accru sa base de clientèle, qui compte désormais plus de 440 000 clients particuliers (dont plus de 22% ont moins de 25 ans) et professionnels.

Parmi ces clients, 138 930 sont sociétaires, en progression de + 3 447 depuis la fin d'année 2012.

En corrélation avec les nouveaux clients, 9 100 dépôts à vue ont été ouverts sur le 1^{er} semestre.

3.2. La collecte

Sur une année glissante, l'encours global de la collecte clientèles est en progression de 6,4%, pour s'établir à 11 milliards d'euros, soit une collecte globale supplémentaire de 663 millions d'euros dont 553 millions d'euros relatifs à la collecte bilan. On notera :

- la nouvelle augmentation des plafonds du livret A au 1^{er} janvier 2013 : un effet positif sur les encours de la Caisse Toulouse 31 avec +11,1% sur les livrets,
- la gamme des DAT, produits sécurisés : une offre attractive pour nos clients, permettant ainsi une progression de l'épargne bilantielle de 8,7% soit 553 millions d'euros de variation annuelle nette,
- le compartiment des valeurs mobilières : en légère progression de +1.8%, le contexte de taux ne favorisant pas la souscription d'OPCVM,
- l'assurance vie : une progression de 3,3% représentant 88 millions d'euros de variation annuelle nette.

3.3. Les crédits

Entre juin 2012 et juin 2013, les encours de crédit ont progressé de 236 millions d'euros (soit +3,5%) avec pour le 1^{er} semestre 2013 plus de 661 millions d'euros de crédits à moyen terme distribués sur l'ensemble des clientèles de la Caisse Régionale Toulouse 31. Dans un marché en repli, et avec un niveau de taux historiquement bas, la Caisse Régionale Toulouse 31 enregistre une performance conforme à ses prévisions sur le financement de l'habitat avec 319 millions d'euros financés, permettant de présenter un encours en hausse de 4,2%.

Son accompagnement des PME-PMI du département de la Haute-Garonne s'est également traduit par 111 millions d'euros de financement à moyen et long terme attribués sur le 1^{er} semestre.

La Caisse Régionale a montré également encore cette année qu'elle restait le premier partenaire financier de l'agriculture, avec une augmentation des financements de 30 millions d'euros en faveur des agriculteurs.

L'accélération du développement des financements accordés aux collectivités publiques s'est poursuivie sur le 1^{er} semestre 2013, avec 163 millions d'euros de crédit distribué.

3.4. L'assurance de biens et de personnes

Son portefeuille d'assurance compte désormais près de 173 600 contrats, c'est-à-dire qu'un client bancaire sur 3 est assuré par la Caisse Régionale.

Sur le 1^{er} semestre 2013, on retiendra sur le marché des Particuliers :

- la progression du taux d'équipement de ses clients sur l'ensemble de l'offre de +1.8 point,
- le lancement de la nouvelle gamme habitation dont le nombre de contrats souscrits s'élève à 1 634,
- la souscription de près de 1 013 contrats auto et deux roues soit une hausse annuelle de 7,2%,
- la progression des contrats d'assurance garantie décès/obsèques de + 1 498 contrats dans le cadre d'une démarche globale articulée par des ventes couplées épargne / assurance.

Sur le marché des professionnels, la Caisse Régionale propose également une gamme de produits d'assurance couvrant aussi bien l'outil de travail que l'exploitant et ses salariés. Avec 9 950 contrats d'assurances, un professionnel sur 5 est assuré par la Caisse Régionale.

3.5. Les services

Avec près de 765 000 contrats actifs sur 2013, la Caisse Régionale continue d'améliorer les équipements de ses clientèles.

Au-delà des équipements bancaires traditionnels, elle propose depuis 2012 des produits et services intégrant toutes les évolutions technologiques : le "Compte à Composer" présentant un ensemble de solutions pour faciliter la gestion des comptes Particuliers, les Créances Services, le financement des besoins de trésorerie des Professionnels, le pack e-commerce qui propose la création et la gestion d'une véritable boutique en ligne, et une offre bancaire de paiement sécurisé (KWIXO).

4. Les comptes consolidés du 30 juin

4.1. Changements de principes et de méthodes comptables

Les comptes consolidés semestriels condensés sont établis conformément aux normes IAS/IFRS telles que décrites dans la note 1 de l'annexe aux états financiers. Aucun changement de méthode comptable n'a été appliqué au 1^{er} semestre 2013.

4.2. Evolution du périmètre de consolidation

Pas d'évolution entre le 31/12/2012 et le 30/06/2013, la note 10 des annexes présente le périmètre complet.

4.3. Le compte de résultat consolidé

Le résultat net consolidé du 30 juin 2013 s'élève à 33 millions d'euros contre 39,2 millions d'euros au 30 juin 2012.

Il est principalement constitué des résultats, de la Caisse Régionale (33,0 millions d'euros), des Caisses Locales (2 millions d'euros), des Fonds Dédiés (1,5 millions d'euros), diminués de la neutralisation des plus values et dividendes intra groupe pour un montant de 3,2 millions d'euros. L'application des normes IFRS en matière d'imposition courante et différée a un impact de 0,54 millions d'euros, le traitement des titres et des instruments dérivés de -0,86 millions.

5. La structure financière

5.1. Les fonds propres consolidés

Les capitaux propres, ainsi que leur évolution, sont présentés dans les « Notes annexes aux comptes consolidés intermédiaires au 30 juin 2013 ».

5.2. Les ratios prudentiels

Le ratio Bâle II s'élève à 16,9% au 31 décembre 2012 et passe à 17.41% au 30 juin 2013 (sous réserve d'approbation de l'organe central), par la progression des fonds propres, liée à la mise en réserve du résultat 2012.

Le ratio de liquidité réglementaire à un mois évolue de 134% au 31 décembre 2012 à 145% au 30 juin 2013.

5.3. Activités des filiales et participations

Les informations concernant les principales transactions entre les parties liées sont présentées en note 2.3 des « Notes annexes aux comptes consolidés intermédiaires au 30 juin 2013 ».

Les autres filiales et participations ne présentent pas d'activité significative.

6. Gestion des risques

La gestion des risques, inhérente à l'exercice des activités bancaires, est au cœur du dispositif de contrôle interne de la Caisse Régionale, mis en œuvre par tous les acteurs, intervenants de l'initiation des opérations jusqu'à leur maturité finale.

L'organisation, les principes et outils de gestion et de surveillance de ces risques sont décrits de manière détaillée au sein du rapport du Conseil d'Administration sur l'exercice clos le 31 décembre 2012, dans le chapitre consacré aux facteurs de risques.

Les principales catégories de risques auxquels la Caisse Régionale est exposée sont : les risques de crédit, les risques de marché (risque de taux, de change, de prix), les risques structurels de gestion du bilan (risque de taux d'intérêt global, risque de change, risque de liquidité).

Les principales évolutions constatées sur le premier semestre 2013 sont présentées ci-dessous.

Selon les recommandations du Forum de Stabilité Financière, les risques particuliers induits par la crise financière sont présentés au sein d'une section spécifique.

Cette information fait partie intégrante des comptes consolidés intermédiaires résumés de la Caisse Régionale de Crédit agricole de Toulouse 31 au 30 juin 2013. A ce titre elle est couverte par le rapport des Commissaires aux comptes sur l'information financière semestrielle.

Par ailleurs, des informations complémentaires sont fournies concernant les risques opérationnels, les risques juridiques et les risques de non-conformité.

6.1. Risque Crédit

Les principes, méthodologies et dispositif de gestion du risque de crédit sont décrits de manière détaillée au sein du rapport du Conseil d'Administration sur l'exercice clos le 31 décembre 2012, dans le chapitre consacré aux facteurs de risques.

Le risque de crédit se matérialise lorsqu'une contrepartie est dans l'incapacité de faire face à ses obligations et que celles-ci présentent une valeur d'inventaire positive dans les livres de la Caisse Régionale. L'engagement peut être constitué de prêts, titres de créances, garanties données ou engagements confirmés non utilisés.

6.1.1. Principales évolutions

Objectifs et politique

L'actualisation de la «politique de développement maîtrisé du crédit» applicable en 2013 a été validée par le Conseil d'Administration.

Gestion du risque

Au cours du semestre, la Caisse Régionale a poursuivi le renforcement et le suivi de ses risques de crédit (formation, nouveaux outils, pilotage, revues de portefeuilles, contrôles...) tant dans les réseaux commerciaux que dans les services du siège concernés.

Exposition

<i>(en milliers d'euros)</i>	30/06/2013	31/12/2012
Actifs financiers à la juste valeur par le résultat (hors titres à revenu variable et actifs représentatifs de contrat en unités de compte)	6 453	8 628
Instruments dérivés de couverture	36 345	44 948
Actifs disponibles à la vente (hors titres à revenu variable)	665 790	664 110
Prêts et créances sur les établissements de crédit (hors opérations internes)	119 481	2 364
Prêts et créances sur la clientèle	6 777 337	6 693 283
Actifs financiers détenus jusqu'à l'échéance	155 225	141 802
Exposition des engagements de bilan (nets de dépréciation)	7 760 631	7 555 135
Engagements de financement donnés	790 053	882 744
Engagements de garantie financière donnés	224 196	225 645
Provisions - Engagements par signature	-11 462	-11 222
Exposition des engagements hors bilan (nets de provisions)	1 002 787	1 097 167
TOTAL Exposition nette	8 763 418	8 652 302

Concentration

Le portefeuille ventilé dans les tableaux ci-après correspond aux engagements commerciaux : Prêts et créances sur les établissements de crédit, hors opérations internes et Prêts et créances sur la clientèle.

Ventilation des encours de prêts et créances par agent économique (y compris opérations internes au CA)

<i>(en milliers d'euros)</i>	30/06/2013				
	Encours bruts	dont encours bruts dépréciés sur base individuelle	Dépréciations individuelles	Dépréciations collectives	Total
Administrations centrales	4 406	121	-121		4 285
Banques centrales					0
Établissements de crédit	1 010 091				1 010 091
Institutions non établissements de crédit	801 183	1 004	-418		800 765
Grandes entreprises	921 966	55 168	-53 261	-47 447	821 258
Clientèle de détail	5 308 870	170 049	-127 578	-30 263	5 151 029
Total * Prêts et créances sur les établissements de crédit et sur la clientèle	8 046 516	226 342	-181 378	-77 710	7 787 428

* Dont encours clientèle sains restructurés (non dépréciés) pour 17,5 millions d'euros

	31/12/2012				
	Encours bruts	dont encours bruts dépréciés sur base individuelle	Dépréciations individuelles	Dépréciations collectives	Total
<i>(en milliers d'euros)</i>					
Administrations centrales	4 758	121	-121		4 637
Banques centrales					0
Etablissements de crédit	538 998				538 998
Institutions non établissements de crédit	692 951	1 429	-1 297		691 654
Grandes entreprises	1 217 248	62 884	-57 567	-49 863	1 109 818
Clientèle de détail	5 285 224	152 915	-117 601	-27 000	5 140 623
Total * Prêts et créances sur les établissements de crédit et sur la clientèle	7 739 179	217 349	-176 586	-76 863	7 485 730

* Dont encours clientèle sains restructurés (non dépréciés) pour 18 millions d'euros

Coût du risque

<i>(en milliers d'euros)</i>	30/06/2013	31/12/2012	30/06/2012
Dotations aux provisions et aux dépréciations	-43 358	-101 922	-51 868
Actifs financiers disponibles à la vente à revenu fixe		-1 089	-955
Prêts et créances	-40 584	-91 389	-45 042
Actifs financiers détenus jusqu'à l'échéance			
Autres actifs		-4	-4
Engagements par signature	-2 687	-5 609	-2 174
Risques et charges	-87	-3 831	-3 693
Reprises de provisions et de dépréciations	34 277	83 402	44 487
Actifs financiers disponibles à la vente à revenu fixe	439	163	162
Prêts et créances	31 178	79 800	42 832
Actifs financiers détenus jusqu'à l'échéance			
Autres actifs	5	4	4
Engagements par signature	2 446	2 732	1 256
Risques et charges	209	703	233
Dotations nettes de reprises des dépréciations et provisions	-9 081	-18 520	-7 381
Plus ou moins values de cessions réalisées sur actifs financiers disponibles à la vente à revenu fixe dépréciés			
Pertes sur prêts et créances irrécouvrables non dépréciés	-149	-230	-68
Récupérations sur prêts et créances amortis	101	1 142	353
Décotes sur crédits restructurés	-22	-47	-8
Pertes sur engagements par signature			
Autres pertes	-41	-77	-32
Coût du risque	-9 192	-17 732	-7 136

On constate une évolution des situations douteuses et litigieuses, liées au contexte de crise économique, associée à la volonté persistante de la Caisse Régionale de conserver un niveau correct de provisionnement de ses créances douteuses (80,12%).

Par ailleurs, la dotation de provisionnement collectif sur encours sains est de 0,8 M€ contre 7,5 M€ au 30 juin 2012.

6.1.2. Perspectives d'évolution et incertitudes pour le second semestre 2013

Au 2^{ème} semestre, les risques de crédit devraient évoluer à un rythme équivalent au 1^{er} semestre.

6.2. Risque de marché

Le risque de marché représente le risque d'incidences négatives sur le compte de résultat ou sur le bilan, de fluctuations défavorables de la valeur des instruments financiers à la suite de la variation des paramètres de marché, notamment :

- les taux d'intérêts : le risque de taux correspond au risque de variation de juste valeur ou au risque de variation de flux de trésorerie futurs d'un instrument financier du fait de l'évolution des taux d'intérêt;
- les taux de change : le risque de change correspond au risque de variation de juste valeur d'un instrument financier du fait de l'évolution du cours d'une devise;
- les prix : le risque de prix résulte de la variation de prix et de volatilité des actions et des matières premières, des paniers d'actions ainsi que des indices sur actions. Sont notamment soumis à ce risque les titres à revenu variable, les dérivés actions et les instruments dérivés sur matières premières;
- les spreads de crédit : le risque de crédit correspond au risque de variation de juste valeur d'un instrument financier du fait de l'évolution des spreads de crédit des indices ou des émetteurs. Pour les produits plus exotiques de crédit s'ajoute également le risque de variation de juste valeur lié à l'évolution de la corrélation entre les défauts des émetteurs.

6.2.1. Principales évolutions

Objectifs et politique

La politique de placement des excédents de Fonds Propres définie en 2010 dans le cadre du plan stratégique 2014 de la Caisse Régionale, a été ajustée en 2013 pour tenir compte des futures contraintes liées au ratio LCR (règlementation Bâle 3).

Au-delà d'un portefeuille à Moyen Long Terme et d'un portefeuille à Court Terme, il a été créé en 2013, un troisième portefeuille spécifique à la gestion des titres éligibles aux réserves de liquidité du futur ratio LCR.

Gestion du risque

Les dispositions en matière d'encadrement du risque de marché sont maintenues.

La gestion du risque est déclinée en limites et en seuils d'alerte :

Les limites :

Une limite basée sur le stress scénario

Une limite basée sur la Var (99% à horizon 1 mois)

Une limite de perte maximum pour les allocations risquées.

Les seuils d'alerte :

Un seuil d'alerte sur la perte maximale pour les allocations risquées

Un seuil d'alerte sur le PNB généré sur le portefeuille global

Un seuil d'alerte sur le PNB généré sur le portefeuille Moyen-Long-Terme

Un seuil d'alerte sur le PNB généré sur le Portefeuille Court-Terme

Un seuil d'alerte sur la variation du marché action

Un seuil d'alerte sur la variation des taux longs.

Le suivi de ce dispositif est réalisé quotidiennement.

Principales évolutions en terme d'exposition :

Allocation	Exposition 30/06/13 (après couverture)	Exposition 31/12/12 (après couverture)
Monétaire	39,26% (42,88%)	41,64% (47,00%)
Obligations	51,66% (49,50%)	48,74% (44,86%)
Actions	4,67 % (3,22%)	5,12% (3,65%)
Diversifié	4,40%	4,50%
Total	528,86 M€	496,31 M€
VAR 1 mois 99% (PNB M€) (*)	-3,5	- 3,9

(*) *Rentabilité pessimiste cumulée sur un mois.*

Les couvertures Actions et Obligations sont réalisées par des opérations sur instruments dérivés (marchés à terme).

6.2.2. Perspectives d'évolution pour le second semestre 2013

La Caisse Régionale de Toulouse 31 entend poursuivre la construction des portefeuilles à Moyen Long Terme, et à Court Terme. Ces portefeuilles seront complétés par le développement du portefeuille spécifique visant à constituer des réserves de liquidités pour répondre aux futures normes Bâle III (ratio LCR).

6.3. Gestion de bilan

6.3.1. Risque de taux d'intérêt global

La gestion du risque de taux d'intérêt global (RTIG) vise à protéger la valeur patrimoniale des entités du Groupe, ainsi qu'à optimiser la marge d'intérêt.

La valeur patrimoniale et la marge d'intérêt évoluent du fait de la sensibilité à la variation des taux d'intérêt de la valeur actuelle nette et des flux de trésorerie des instruments financiers composant le bilan et le hors bilan. Cette sensibilité naît dès lors que les actifs et passifs ont des échéances de refixation de leur taux d'intérêt non synchrones.

Le groupe Crédit Agricole S.A., et donc la Caisse Régionale utilisent la méthode des gaps de taux fixe pour mesurer son risque de taux. Le Gap (ou impasse de taux) mesure la différence entre les actifs à taux fixe et les passifs à taux fixe sur la base de l'écoulement des encours du bilan sans activité nouvelle.

Principales évolutions

La politique de gestion est décidée tous les trimestres par le Comité de Gestion Financière et les limites de risque sont fixées annuellement par le Conseil d'Administration (limites 2013 fixées par le Conseil d'Administration du 01-03-2013).

La politique générale de gestion du risque de taux, vise à mener une gestion maîtrisée des Gaps sur les 10 premières années, puis à les contenir pour les durées plus longues.

Le risque est encadré par deux types de limites :

- Limite « VAN » : Une limite exprimée comme un impact maximum en valeur actuelle nette pour un choc normatif à la hausse et à la baisse sur le gap considéré.
- Limite de « GAPS » : Des limites sur les gaps permettant d'éviter une trop forte concentration de risque sur certaines maturités.

Gestion du risque

L'analyse du risque de taux est produite mensuellement, et présentée chaque trimestre au Comité de Gestion Financière qui établit les orientations de gestion pour le trimestre à venir.

La couverture des Gaps est effectuée par des swaps.

Exposition

Dans le contexte économique et financier actuel, la Caisse Régionale maintient sa politique de faible exposition à l'évolution des taux.

Au 30 juin 2013, la Caisse Régionale est faiblement exposée à la variation des taux sur les 10 premières années (gaps compris entre -210 M€ et + 80 M€).

Perspectives d'évolution pour le second semestre

Eu égard à l'environnement économique et aux conditions financières actuelles, la Caisse Régionale poursuivra sa politique prudente de gestion du risque de taux.

6.3.2. Risque de change

La Caisse Régionale n'est pas exposée au risque de change.

Toutefois, il convient de préciser qu'il peut subsister une exposition devise très marginale dans la gestion des excédents de fonds propres, au travers de certains OPCVM, libellés en Euros, mais qui peuvent détenir quelques instruments exposés aux devises dans leur portefeuille.

6.3.3. Risque de liquidité et de financement

La Caisse Régionale est exposée, comme tous les établissements de crédit, au risque de ne pas disposer des fonds nécessaires pour faire face à ses engagements. Ce risque se réalise par exemple en cas de retraits massifs des dépôts de la clientèle, d'une crise de confiance ou de liquidité générale du marché (accès aux marchés interbancaires et monétaires). La gestion du risque de liquidité se traduit par la mesure de ce risque au travers de l'étude des échéanciers des emplois et des ressources contractuelles ou modélisés, ce qui permet de mettre en évidence les exigibilités à différentes échéances; une politique d'adossement des ressources à des actifs liquides.

Principales évolutions

Les objectifs de gestion du risque de liquidité :

La gestion du risque de liquidité doit répondre tout d'abord au maintien d'un ratio réglementaire sur des niveaux supérieurs au minimum de 100% requis dans le nouveau «ratio standard».

L'objectif vise également à assurer la sécurité de la Caisse Régionale en ce qui concerne le risque d'illiquidité, en répondant aux normes fixées pour l'ensemble du groupe Crédit Agricole, tout en veillant à minimiser le coût induit par le risque de liquidité.

Le dispositif repose sur :

- une limite de liquidité à Court Terme (horizon 12 mois),
- une surveillance des risques au travers de stress scénarii,
- une limite pour les Gaps de liquidité à long terme,
- la surveillance d'indicateurs d'équilibre de liquidité : le ratio Crédit/Collecte, la «Dépendance aux Marchés Financiers» et le taux de refinancement à court terme des Crédits.

Gestion du risque

La Caisse Régionale maintient sa politique de gestion du ratio standard de liquidité, en s'assurant de conserver en permanence une marge de sécurité suffisante sur ce ratio.

D'autre part, elle poursuit la gestion de l'optimisation du refinancement dans le respect des limites court terme (règles définies par Crédit Agricole S.A. dans le cadre de l'organisation des relations internes concernant le risque de liquidité), et de l'encadrement des refinancements à long terme, notamment la gestion concernant la concentration des échéances.

Exposition

Ratio standard au 30-06-2012 : 145% (ratio au 31-12-2011 : 134%)

La limite court terme de la Caisse Régionale est de : 876 M€ au premier semestre, elle est consommée à hauteur de 65% au 30-06-2013.

La Caisse Régionale n'a aucune tombée d'échéance à moyen long terme dépassant les limites imposées au sein du groupe.

Les scénarii de stress de liquidité appliqués aux refinancements et à leurs structures ne montrent aucun signe de faiblesse, ni en terme de volume, ni en terme de coût.

Le déficit Collecte / Crédit s'est réduit sur le premier semestre 2013.

Perspectives d'évolution et incertitudes pour le second semestre

La Caisse Régionale maintiendra ses efforts pour réduire le déficit de liquidité et en minimiser le coût.

Politique de couverture

- *Principales évolutions en termes de politique et objectifs de couverture des risques financiers (couverture de juste valeur et couverture des flux de trésorerie) :*

La politique de couverture du risque de taux est inchangée sur le premier semestre 2013. La Caisse Régionale réalise des opérations de couverture par instruments financiers (swap) en couverture de juste valeur ou bien de flux de trésorerie, afin d'assurer la maîtrise du risque.

- *Perspectives d'évolution pour le second semestre*

Aucune évolution significative de la politique de couverture n'est prévue sur le second semestre 2013.

6.4. Risques opérationnels

Le dispositif de gestion et de surveillance des risques opérationnels est décrit au sein du rapport du Conseil d'Administration sur l'exercice clos le 31 décembre 2012, dans le chapitre consacré aux facteurs de risques.

Description – Définition

Le risque opérationnel correspond au risque de perte résultant de l'inadéquation ou de la défaillance des processus internes, des personnes, des systèmes ou d'évènements extérieurs, risque juridique inclus mais risques stratégique et de réputation exclus.

Principales évolutions et/ou actions

Au cours du 1^{er} semestre, la Caisse Régionale a poursuivi l'actualisation annuelle de sa cartographie de risques opérationnels et des scénarii majeurs liés à ces risques, conformément aux recommandations du Groupe Crédit Agricole, sans incidence sur les provisions déjà constituées au 31 décembre 2012.

7. Dispositif de contrôle interne

Le dispositif de contrôle interne est décrit au sein du rapport 2012 du Président du Conseil d'Administration à l'Assemblée Générale des porteurs de parts sociales sur les conditions de préparation et d'organisation des travaux du Conseil et sur les procédures de contrôle interne.

7.1. Le contrôle permanent

Au 1^{er} semestre la Caisse Régionale a poursuivi l'adaptation de son dispositif de contrôle permanent afin de satisfaire aux nécessités de suivi de l'évolution des risques identifiés ci-avant.

7.2. La prévention et le contrôle des risques de non-conformité

Au 1^{er} semestre, la Caisse Régionale a poursuivi la mise en conformité de son stock de dossiers clients personnes physiques et a lancé un plan de mise en conformité des dossiers clients personnes morales. Elle a également adapté ses procédures d'entrée en relation pour en renforcer la conformité.

7.3. Le contrôle périodique

Le Département du contrôle périodique est indépendant des unités opérationnelles. Ses missions conduites visent à s'assurer de la conformité des opérations, du respect de la réglementation et des procédures internes, de la maîtrise et du niveau effectivement encouru des risques (identification, enregistrement, encadrement, couverture). Elles ont également pour objectif de porter un diagnostic sur les dispositifs de contrôles visés à l'article 6 alinéa a) du règlement CRBF 97-02 modifié, ainsi que de ceux permettant d'assurer la fiabilité et l'exactitude des informations financières de gestion et d'exploitation des domaines audités.

Les contrôles effectués par le Département du contrôle périodique au cours du 1^{er} semestre 2013 se sont inscrits dans le cadre du plan d'audit annuel déterminé en fonction des critères et méthodologies définis par l'Inspection Générale de Crédit Agricole SA et validé par la Direction Générale.

Le guide d'audit des agences de proximité, développé en interne, est régulièrement actualisé, afin d'intégrer notamment des évolutions réglementaires et/ou de nouvelles zones de risques identifiées.

Afin de répondre aux exigences du CRBF 97-02 modifié par l'arrêté du 14 janvier 2009 (Cf. article 9-1), le dispositif de suivi contrôlé des demandes d'actions correctives issues des missions d'audit est intégré au plan de charge 2013 en deux vagues.

Au titre du 1^{er} semestre 2013, le Département du Contrôle Périodique a finalisé 3 missions siège au titre du plan 2012 et engagé 25 nouvelles missions d'audit (24 au sein des réseaux de proximité et des agences spécialisés, 1 mission sur la filière immobilière Square Habitat) auxquelles se rajoute une mission de suivi contrôlé.

Caisse Régionale de Crédit Agricole Mutuel Toulouse 31

Société coopérative à capital variable, agréée en tant qu'établissement de crédit,
Société de courtage d'assurance immatriculée au
Registre des Intermédiaires en Assurance sous le n° 07 022 951

Siège social : 6 Place Jeanne d'Arc, 31005 Toulouse
N° : 776 916 207 RCS TOULOUSE

COMPTES CONSOLIDES INTERMEDIAIRES RESUMES AU 30 JUIN 2013

(Ayant fait l'objet d'un examen limité)

**Examinés par le Conseil d'Administration de la Caisse Régionale de Crédit Agricole
Mutuel Toulouse 31 en date du 26 juillet 2013**

SOMMAIRE

CADRE GENERAL	21
ETATS FINANCIERS CONSOLIDES	22
COMPTE DE RESULTAT.....	22
RESULTAT NET ET AUTRES ELEMENTS DU RESULTAT GLOBAL.....	23
BILAN ACTIF	26
BILAN PASSIF	27
TABLEAU DE VARIATION DES CAPITAUX PROPRES	28
TABLEAU DES FLUX DE TRESORERIE.....	29
NOTES ANNEXES AUX COMPTES CONSOLIDES INTERMEDIAIRES RESUMES.....	30
1. PRINCIPES ET METHODES APPLICABLES DANS LE GROUPE, JUGEMENTS ET ESTIMATIONS UTILISEES	30
2. INFORMATIONS SIGNIFICATIVES DU SEMESTRE	34
2.1. Principales opérations de structure et événements significatifs de la période	34
2.2. Ecarts d'acquisition	34
2.3. Parties liées.....	34
3. NOTES RELATIVES AU COMPTE DE RESULTAT	35
3.1. Produits et charges d'intérêts	35
3.2. Commissions nettes.....	35
3.3. Gains ou pertes nets sur instruments financiers à la juste valeur par résultat	35
3.4. Gains ou pertes nets sur actifs financiers disponibles à la vente	38
3.5. Produits et charges nets des autres activités	38
3.6. Charges générales d'exploitation	38
3.7. Dotations aux amortissements et aux dépréciations des immobilisations corporelles et incorporelles.....	39
3.8. Coût du risque.....	40
3.9. Gains ou pertes nets sur autres actifs	40
3.10. Impôts	41
3.11. Variation des gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres.....	43
4. INFORMATIONS SECTORIELLES	45
5. NOTES RELATIVES AU BILAN	45
5.1. Actifs et passifs financiers à la juste valeur par résultat	45
5.2. Actifs financiers disponibles à la vente	46
5.3. Prêts et créances sur les établissements de crédit et sur la clientèle	46
5.4. Actifs transférés non décomptabilisés ou décomptabilisés avec implication continue.....	48
5.5. Dépréciations inscrites en déduction des actifs financiers	48
5.6. Exposition au risque souverain et non souverain sur les pays européens sous surveillance (si l'entité est concernée).....	49
5.7. Dettes envers les établissements de crédit et la clientèle	50
5.8. Dettes représentées par un titre et dettes subordonnées	52
5.9. Immeubles de placement.....	53
5.10. Immobilisations corporelles et incorporelles (hors écarts d'acquisition).....	54
5.11. Provisions.....	55
5.12. Capitaux propres.....	57
6. ENGAGEMENTS DE FINANCEMENT ET DE GARANTIE.....	59
7. RECLASSEMENTS D'INSTRUMENTS FINANCIERS	60
8. JUSTE VALEUR DES INSTRUMENTS FINANCIERS	60
8.1. Juste valeur des actifs et passifs financiers comptabilisés au coût.....	60
8.2. Informations sur les instruments financiers évalués à la juste valeur.....	61
9. ÉVÉNEMENTS POSTERIEURS A LA FIN DE LA PERIODE INTERMEDIAIRE	63
10. PERIMETRE DE CONSOLIDATION AU 30 JUIN 2013	63

CADRE GENERAL

Présentation juridique de l'entité

La Caisse régionale de Crédit Agricole Mutuel Toulouse 31 est une société coopérative à capital variable régie par le Livre V du Code Monétaire et Financier et la loi bancaire du 24 janvier 1984 relative au contrôle et à l'activité des établissements de crédit.

Son siège social est situé au 6, place Jeanne d'Arc, 31005 Toulouse et elle est inscrite au registre du commerce et des sociétés sous le numéro 776 916 207, code NAF 6419 Z.

La cotation des certificats coopératifs d'investissement (CCI) de la Caisse régionale de Crédit Agricole Mutuel Toulouse 31 s'effectue sur Eurolist Paris.

ETATS FINANCIERS CONSOLIDES

COMPTE DE RESULTAT

<i>(en milliers d'euros)</i>	Notes	30/06/2013	31/12/2012	30/06/2012
Intérêts et produits assimilés	3.1	155 921	331 241	169 905
Intérêts et charges assimilées	3.1	-78 733	-177 876	-94 963
Commissions (produits)	3.2	61 685	125 260	63 694
Commissions (charges)	3.2	-9 002	-18 394	-9 011
Gains ou pertes nets sur instruments financiers à la juste valeur par résultat	3.3	-203	4 610	2 187
Gains ou pertes nets sur actifs financiers disponibles à la vente	3.4	169	-13 688	2 284
Produits des autres activités	3.5	550	2 134	1 565
Charges des autres activités	3.5	-780	-1 972	-840
PRODUIT NET BANCAIRE		129 607	251 315	134 821
Charges générales d'exploitation	3.6	-67 766	-136 863	-65 331
Dotations aux amortissements et aux dépréciations des immobilisations incorporelles et corporelles	3.7	-2 800	-5 585	-2 563
RESULTAT BRUT D'EXPLOITATION		59 041	108 867	66 927
Coût du risque	3.8	-9 192	-17 732	-7 136
RESULTAT D'EXPLOITATION		49 849	91 135	59 791
Gains ou pertes nets sur autres actifs	3.9	9	5	0
RESULTAT AVANT IMPOT		49 858	91 140	59 791
Impôts sur les bénéfices	3.10	-16 862	-38 353	-20 588
RESULTAT NET		32 996	52 787	39 203
Participations ne donnant pas le contrôle		1		1
RESULTAT NET – PART DU GROUPE		32 995	52 787	39 202

RESULTAT NET ET AUTRES ELEMENTS DU RESULTAT GLOBAL

Notes	30/06/2013	31/12/2012	30/06/2012
<i>(en milliers d'euros)</i>			
Résultat net	32 996	52 787	39 203
Gains et pertes actuariels sur avantages post emploi	-300	-1 411	-1 983
Gains et pertes sur actifs non courants destinés à être cédés			
Gains et pertes avant impôt comptabilisés directement en capitaux propres non recyclables, hors entités mises en équivalence	-300	-1 411	-1 983
Gains et pertes avant impôt comptabilisés directement en capitaux propres non recyclables des entités mises en équivalence			
Impôts sur les gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres non recyclables hors entités mises en équivalence	109	509	716
Impôts sur les gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres non recyclables des entités mises en équivalence			
Gains et pertes nets comptabilisés directement en capitaux propres non recyclables	-191	-902	-1 267
Gains et pertes sur écarts de conversion			
Gains et pertes sur actifs disponibles à la vente (1)	-4 985	16 024	5 791
Gains et pertes sur instruments dérivés de couverture	204	-66	-82
Gains et pertes sur actifs non courants destinés à être cédés			
Gains et pertes avant impôt comptabilisés directement en capitaux propres recyclables, hors entités mises en équivalence	-4 781	15 958	5 709
Gains et pertes avant impôt comptabilisés directement en capitaux propres recyclables part du Groupe des entités mises en équivalence			
Impôts sur les gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres recyclables hors entités mises en équivalence	562	-823	-12
Impôts sur les gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres recyclables des entités mises en équivalence			
Gains et pertes nets comptabilisés directement en capitaux propres recyclables	-4 219	15 135	5 697
Gains et pertes nets comptabilisés directement en capitaux propres <i>3.10</i>	-4 410	14 233	4 430
Résultat net et autres éléments du résultat global	28 586	67 020	43 633
Dont participations ne donnant pas le contrôle	1	0	1
Dont part du Groupe	28 585	67 019	43 631

(1) L'ensemble des Caisses Régionales de Crédit Agricole détient la totalité du capital de SAS Rue la Boétie dont l'objet exclusif est la détention à tout moment de plus de 50 % des droits de vote et du capital de Crédit Agricole S.A. Les opérations sur les titres non cotés SAS Rue la Boétie sont encadrées par une convention de liquidité qui détermine le prix de référence qui devrait s'appliquer en cas de transferts des titres SAS Rue La Boétie entre Caisses Régionales ou lors des augmentations de capital de SAS Rue la Boétie.

Au plan comptable, les titres SAS Rue la Boétie sont classés en titres disponibles à la vente (AFS) et doivent être valorisés à leur juste valeur dans les comptes des Caisses Régionales. Dans la mesure où ces titres ne sont pas cotés sur un marché actif, cette juste valeur doit être établie sur la base de techniques de valorisation. Si aucune juste valeur ne peut être déterminée de manière fiable, la norme prévoit que les titres soient maintenus à leur prix de revient. Jusqu'à présent et pour refléter les spécificités des titres SAS Rue La Boétie, la valeur retenue pour l'établissement des comptes consolidés des Caisses Régionales a été alignée sur la convention de liquidité qui

détermine le prix de référence qui doit s'appliquer en cas de transferts des titres SAS Rue La Boétie entre Caisses Régionales. Ce prix de référence est déterminé par une formule qui intègre trois composantes : le cours de bourse des titres Crédit Agricole S.A., le coût de revient de l'action Crédit Agricole S.A. dans les comptes de la SAS Rue La Boétie et l'actif net consolidé par action de Crédit Agricole S.A.

Toutefois, dans un contexte de marché dégradé, la baisse du cours de l'action Crédit Agricole S.A. s'est traduit par un écart croissant constaté durablement entre le cours de l'action Crédit Agricole S.A. et le prix de l'action SAS Rue La Boétie fixé par la convention de liquidité. En l'absence de transaction sur le titre entre les Caisses Régionales, ce prix fixé par la convention n'a plus semblé pouvoir être considéré comme une référence de prix représentative de leur juste valeur au sens de la norme IAS 39.

En outre, la mise en œuvre d'une valorisation qui permettrait de refléter l'ensemble des droits et obligations attachés à la détention des titres SAS Rue La Boétie soulève de nombreuses incertitudes, en particulier en ce qui concerne la valorisation d'éléments intangibles et incessibles comme :

- La stabilité capitalistique du Groupe qui permet d'assurer le contrôle collectif et permanent des Caisses Régionales sur Crédit Agricole S.A.,
- La couverture des risques de liquidité et de solvabilité des Caisses Régionales,
- Les relations économiques et financières internes au Groupe Crédit Agricole,
- La mise en commun de moyens,
- La valorisation, le développement et l'utilisation de la marque Crédit Agricole,

En conséquence, et comme le prévoit la norme IAS 39 dès lors que le recours à un modèle de valorisation ne permet pas d'établir une valorisation fiable, les titres SAS Rue La Boétie sont valorisés à leur coût depuis le 31 décembre 2012. En cas de cession ou de dépréciation, les gains et pertes latents précédemment constatés en gains et pertes directement en capitaux propres sont transférés en résultat. En cas d'indication objective de perte de valeur les titres sont dépréciés dès lors que la valeur comptable du titre est supérieure à une valeur de référence déterminée sur une approche multicritère basée sur la valeur de marché des différentes activités de Crédit Agricole S.A. Ainsi, les travaux de valorisation s'appuient sur une approche fondée sur des paramètres de marché visant à établir une valeur des flux de trésorerie futurs attendus actualisés au taux qui serait retenu par le marché pour un actif similaire conformément au paragraphe 66 d'IAS 39. Cette approche combine une valorisation des flux futurs attendus des différentes activités du Groupe actualisés à un taux de marché, une valorisation de l'actif net du Groupe, une valorisation des activités du Groupe par référence à des prix de transactions observés récemment sur des activités similaires, une valorisation fondée sur le cours de bourse de Crédit Agricole S.A. complété d'une prime de contrôle et, le cas échéant une valorisation par référence aux transactions internes.

Ainsi, depuis le 31 décembre 2012, les titres SAS Rue La Boétie ont été évalués à leur coût. Ce dernier correspondait à la juste valeur des titres au 30 septembre 2012, soit 14 euros. La valeur fondée sur des paramètres de marché et déterminée pour le test de dépréciation selon la méthodologie décrite ci-avant ressortait à 13,64 euros au 31 décembre 2012.

En conséquence, les impacts en 2012 pour la Caisse Régionale de Toulouse 31 ont été les suivants :

-> 7 716 milliers d'euros de moins-value latente sur le titre SAS Rue La Boétie transférés en résultat. Montant correspondant à la différence entre le coût de revient historique moyen du titre et sa juste valeur au moment du reclassement soit 14 euros par titre (juste valeur du titre au 30 septembre 2012).

-> 6 807 milliers d'euros de dépréciation sur les titres SAS Rue La Boétie. Montant correspondant à la différence entre le coût de 14 euros par titre (juste valeur du titre au 30 septembre 2012) et sa valeur déterminée pour la détermination de la dépréciation soit 13,64 euros.

Au 30 juin 2013, en l'absence d'indice de perte de valeur, les titres SAS Rue La Boétie n'ont pas fait l'objet de test de dépréciation, et aucune dépréciation complémentaire n'a dû être constatée.

BILAN ACTIF

<i>(en milliers d'euros)</i>	<i>Notes</i>	30/06/2013	31/12/2012
Caisse, banques centrales		51 646	48 134
Actifs financiers à la juste valeur par résultat	5.1	6 453	8 628
Instruments dérivés de couverture		36 345	44 948
Actifs financiers disponibles à la vente	5.2 - 5.5	665 790	664 110
Prêts et créances sur les établissements de crédit	5.3 - 5.5 - 5.6	1 010 091	792 447
Prêts et créances sur la clientèle	5.3 - 5.5 - 5.6	6 777 337	6 693 283
Ecart de réévaluation des portefeuilles couverts en taux		123 728	166 066
Actifs financiers détenus jusqu'à l'échéance		155 225	141 802
Actifs d'impôts courants et différés		64 506	41 451
Comptes de régularisation et actifs divers		156 421	161 699
Immeubles de placement	5.9	3 046	3 085
Immobilisations corporelles	5.10	42 826	41 743
Immobilisations incorporelles	5.10	3 816	3 907
TOTAL DE L'ACTIF		9 097 230	8 811 303

BILAN PASSIF

<i>(en milliers d'euros)</i>	<i>Notes</i>	30/06/2013	31/12/2012
Banques centrales			
Passifs financiers à la juste valeur par résultat	5.1	2 701	4 725
Instruments dérivés de couverture		158 234	197 583
Dettes envers les établissements de crédit	5.7	4 090 370	4 011 463
Dettes envers la clientèle	5.7	3 277 332	2 876 602
Dettes représentées par un titre	5.8	293 554	442 867
Ecart de réévaluation des portefeuilles couverts en taux		31 566	39 813
Passifs d'impôts courants et différés		18 364	9 362
Comptes de régularisation et passifs divers		119 343	143 152
Provisions (1)	5.11	46 163	41 463
Dettes subordonnées	5.8	15 511	25 255
TOTAL DETTES		8 053 138	7 792 285
CAPITAUX PROPRES		1 044 092	1 019 018
Capitaux propres - part du Groupe		1 043 951	1 018 878
Capital et réserves liées		296 736	287 520
Réserves consolidées (1)		704 218	664 159
Gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres		10 003	14 412
Gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres sur actifs non courants destinés à être cédés			
Résultat de l'exercice		32 995	52 787
Participations ne donnant pas le contrôle		141	140
TOTAL DU PASSIF		9 097 230	8 811 303

(1) Une variation d'un montant de 106 milliers d'euros est due à l'application de l'amendement d'IAS 19 au 1er janvier 2013.

	Part du Groupe								Participations ne donnant pas le contrôle				Capitaux propres consolidés
	Capital et réserves liées				Gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres		Résultat net	Capitaux propres	Capital réserves consolidées et résultat	Gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres		Capitaux propres	
	Capital	Primes et Réserves consolidées liées au capital (1)	Elimination des titres auto-détenus	Total Capital et Réserves consolidées	Gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres non recyclables	Gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres recyclables				Gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres non recyclables	Gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres recyclables		
<i>(en milliers d'euros)</i>													
Capitaux propres au 1er janvier 2012	150 415	816 204	-3 114	963 505	633	-450	0	963 688	148			148	963 836
Augmentation de capital	2 208			2 208				2 208				0	2 208
Variation des titres auto détenus			-993	-993				-993				0	-993
Dividendes versés au 1er semestre 2012		-13 319		-13 319				-13 319				0	-13 319
Effet des acquisitions / cessions sur les participations ne donnant pas le contrôle				0				0				0	0
Mouvements liés aux opérations avec les actionnaires	2 208	-13 319	-993	-12 104	0	0	0	-12 104	0	0	0	0	-12 104
Variation des gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres				0	-280	4 706		4 426				0	4 426
Quote-part dans les variations de Capitaux Propres des entreprises mises en équivalence				0				0				0	0
Résultat du 1er semestre 2012				0			39 202	39 202	1			1	39 203
Autres variations		318	2	320				320				0	320
Capitaux propres au 30 juin 2012	152 623	803 203	-4 105	951 721	353	4 256	39 202	995 532	149	0	0	149	995 681
Augmentation de capital	-139			-139				-139				0	-139
Variation des titres auto détenus		-912	1 053	141				141				0	141
Dividendes versés au 2ème semestre 2012				0				0				0	0
Effet des acquisitions / cessions sur les participations ne donnant pas le contrôle				0				0	-9			-9	-9
Mouvements liés aux opérations avec les actionnaires	-139	-912	1 053	2	0	0	0	2	-9	0	0	-9	-7
Variation des gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres				0	-622	10 425		9 803				0	9 803
Résultat du 2nd semestre 2012				0			13 585	13 585				0	13 585
Autres variations		-44		-44				-44				0	-44
Capitaux propres au 31 décembre 2012	152 484	802 247	-3 052	951 679	-269	14 681	52 787	1 018 878	140	0	0	140	1 019 018
Affectation du résultat 2012		52 787		52 787			-52 787	0					0
Capitaux propres au 1er janvier 2013	152 484	855 034	-3 052	1 004 466	-269	14 681	0	1 018 878	140	0	0	140	1 019 018
Augmentation de capital	9 524			9 524				9 524				0	9 524
Variation des titres auto détenus			-308	-308				-308				0	-308
Dividendes versés au 1er semestre 2013		-12 643		-12 643				-12 643				0	-12 643
Effet des acquisitions / cessions sur les participations ne donnant pas le contrôle				0				0				0	0
Mouvements liés aux opérations avec les actionnaires	9 524	-12 643	-308	-3 427	0	0	0	-3 427	0	0	0	0	-3 427
Variation des gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres				0	-191	-4 218		-4 409				0	-4 409
Quote-part dans les variations de Capitaux Propres des entreprises mises en équivalence				0				0				0	0
Résultat du 1er semestre 2013				0			32 995	32 995	1			1	32 996
Autres variations (2)		-86		-86				-86				0	-86
CAPITAUX PROPRES AU 30 JUIN 2013	162 008	842 305	-3 360	1 000 953	-460	10 463	32 995	1 043 951	141	0	0	141	1 044 092

(1) : Réserves consolidées avant élimination des titres d'auto-contrôle

(2) : Une variation des réserves consolidées d'un montant de 106 milliers d'euros est due à l'application de l'amendement d'IAS 19 au 1er janvier 2013.

TABLEAU DES FLUX DE TRESORERIE

	1er semestre 2013	1er semestre 2012	31/12/2012
<i>(en milliers d'euros)</i>			
Résultat avant impôts	49 858	59 791	91 140
Dotations nettes aux amortissements et aux dépréciations des immobilisations corporelles et incorporelles	2 800	2 563	5 585
Dépréciations des écarts d'acquisition et des autres immobilisations			
Dotations nettes aux dépréciations et aux provisions	14 675	14 409	35 469
Quote-part de résultat liée aux sociétés mises en équivalence			
Résultat net des activités d'investissement	29		-5
Résultat net des activités de financement	775	554	1 114
Autres mouvements	-4 521	-1 814	12 323
Total des éléments non monétaires inclus dans le résultat net avant impôts et des autres ajustements	13 758	15 712	54 486
Flux liés aux opérations avec les établissements de crédit	-125 428	-54 343	-36 390
Flux liés aux opérations avec la clientèle	304 101	-13 224	-238 710
Flux liés aux autres opérations affectant des actifs ou passifs financiers	-162 296	-10 121	207 125
Flux liés aux opérations affectant des actifs ou passifs non financiers	-14 353	-2 294	10 268
Dividendes reçus des sociétés mises en équivalence		-8 781	-26 276
Impôts versés (1)	-30 188		
Diminution/(augmentation) nette des actifs et passifs provenant des activités opérationnelles	-28 164	-88 763	-83 983
Flux provenant des activités abandonnées			
TOTAL Flux net de trésorerie généré par l'activité OPERATIONNELLE (A)	35 452	-13 260	61 643
Flux liés aux participations (2)	-435	-1 000	-2 095
Flux liés aux immobilisations corporelles et incorporelles	-3 783	-3 551	-6 502
Flux provenant des activités abandonnées			
TOTAL Flux net de trésorerie lié aux opérations d'INVESTISSEMENT (B)	-4 218	-4 551	-8 597
Flux de trésorerie provenant ou à destination des actionnaires (3)	-3 024	-10 888	-30 145
Autres flux nets de trésorerie provenant des activités de financement (4)	-10 519	-1	-1 113
Flux provenant des activités abandonnées			
TOTAL Flux net de trésorerie lié aux opérations de FINANCEMENT (C)	-13 543	-10 889	-31 258
Effet de la variation des taux de change sur la trésorerie et équivalent de trésorerie (D)			
Augmentation/(diminution) nette de la trésorerie et des équivalents de trésorerie (A + B + C + D)	17 691	-28 700	21 788
Trésorerie et équivalents de trésorerie à l'ouverture	106 726	85 347	85 347
Solde net des comptes de caisse et banques centrales *	48 111	75 974	75 974
Solde net des comptes, prêts/emprunts à vue auprès des établissements de crédit **	58 615	9 373	9 373
Trésorerie et équivalents de trésorerie à la clôture	124 417	56 647	106 726
Solde net des comptes de caisse et banques centrales *	51 627	44 473	48 111
Solde net des comptes, prêts/emprunts à vue auprès des établissements de crédit **	72 790	12 174	58 615
VARIATION DE LA TRESORERIE NETTE ET DES EQUIVALENTS DE TRESORERIE	17 691	-28 700	21 379

* composé du solde net des postes "Caisses et banques centrales", hors intérêts courus (y compris trésorerie des entités reclassées en activités destinées à être cédées)

** composé du solde des postes "comptes ordinaires débiteurs sains" et "comptes et prêts au jour le jour sains" tels que détaillés en note 5.3 et des postes "comptes ordinaires créditeurs" et "comptes et emprunts au jour le jour" tels que détaillés en note 5.6 (hors intérêts courus et y compris opérations internes au Crédit Agricole)

(1) La variation provient essentiellement des écarts de liquidation d'impôt 2012 et 2011.

(2) Cette ligne recense les effets nets sur la trésorerie des acquisitions et des cessions de titres de participation. Au cours du premier semestre 2013 l'impact net des acquisitions sur la trésorerie de la Caisse Régionale de Crédit Agricole Mutuel Toulouse 31 s'élève à 435 milliers d'euros, portant notamment sur les opérations suivantes : prise de participation : C2MS (537K€), SACAM Fia Net Europe (172K€) et cession de participation : Les Châlets (-266K€) et CA Titres (-8 K€).

(3) Le flux de trésorerie provenant ou à destination des actionnaires comprend le paiement des dividendes versés par la Caisse Régionale de Crédit Agricole Mutuel Toulouse 31 à ses actionnaires, à hauteur de 12 643K€, les souscriptions au capital des Caisses Locales pour un montant de - 9 524K€ et la variation des titres auto détenus – 95K€.

(4) Au cours du premier semestre 2013, remboursement de dettes subordonnées pour un montant de 10M€ euros.

NOTES ANNEXES AUX COMPTES CONSOLIDES INTERMEDIAIRES RESUMES

Principes et Méthodes applicables dans le Groupe, jugements et estimations utilisées

Les comptes consolidés intermédiaires résumés de la Caisse Régionale de Crédit Agricole Mutuel Toulouse 31 au 30 juin 2013 ont été préparés et sont présentés en conformité avec la norme IAS 34 relative à l'information financière intermédiaire, qui définit le contenu minimum de l'information, et qui identifie les principes de comptabilisation et d'évaluation devant être appliqués à un rapport financier intermédiaire.

Les normes et interprétations utilisées pour la préparation des comptes consolidés intermédiaires résumés sont identiques à celles utilisées par le groupe Crédit Agricole pour l'élaboration des comptes consolidés au 31 décembre 2012 établis, en application du règlement CE n° 1606/2002, conformément aux normes IAS/IFRS et aux interprétations IFRIC telles qu'adoptées par l'Union Européenne (version dite « carve out »), en utilisant donc certaines dérogations dans l'application de la norme IAS 39 pour la comptabilité de macro-couverture.

Ces normes et interprétations ont été complétées par les dispositions des normes IFRS telles qu'adoptées par l'Union Européenne au 30 juin 2013 et dont l'application est obligatoire pour la première fois sur l'exercice. Celles-ci portent sur :

Normes, Amendements ou Interprétations	Date de publication par l'Union Européenne	Date de 1ère application obligatoire : exercices ouverts à compter du	Applicable dans le Groupe
Amendement de la norme IAS 1, relatif à la présentation des autres éléments du résultat global, nouvelle décomposition des autres capitaux	05 juin 2012 (UE n°475/2012)	1er janvier 2013	Oui
Amendement de la norme IAS 19 relatif aux engagements de retraite (régimes à prestations définies)	05 juin 2012 (UE n°475/2012)	1er janvier 2013	Oui
Norme IFRS 13 relative à l'évaluation de la juste valeur	11 décembre 2012 (UE n° 1255/12)	1er janvier 2013	Oui
Amendement de la norme IAS 12 sur les impôts différés actifs/passifs en complément des dispositions de SIC 21	11 décembre 2012 (UE n° 1255/12)	1er janvier 2013	Non
Interprétation d'IFRIC 20 sur les frais de déblaiement engagés pendant la phase de production d'une mine à ciel ouvert	11 décembre 2012 (UE n° 1255/12)	1er janvier 2013	Non
Amendement d'IFRS 1 sur l'hyperinflation grave	11 décembre 2012 (UE n° 1255/12)	1er janvier 2013	Non
Amendements d'IFRS 7 sur les informations à fournir au titre des compensations d'actifs financiers et des passifs financiers	13 décembre 2012 (UE n° 1256/12)	1er janvier 2013	Oui
Amendement de la norme IFRS 1 (prêts publics) Application prospective de la décote sur les prêts publics reçus à un taux inférieur au marché.	03 mars 2013 (UE n°183/2013)	1 ^{er} janvier 2013	Non
Amendements portant sur les améliorations annuelles des IFRS, cycle 2009-2011 modifiant les normes suivantes : IFRS 1, IAS 1, IAS 16, IAS 32, IAS 34	27 mars 2013 (UE n°301/2013)	1 ^{er} janvier 2013	Oui

La norme IFRS 13 donne un cadre général à l'évaluation de la juste valeur, en s'appuyant sur une définition unique basée sur un prix de sortie et prévoit de nouvelles informations à communiquer en annexe sur les évaluations à la juste valeur.

La principale portée de cette norme est la prise en compte du risque de non-exécution sur les dérivés passifs (DVA ou risque de crédit propre), selon une approche symétrique de l'évaluation du risque de contrepartie sur les dérivés actifs (CVA).

L'impact de la première application d'IFRS 13 au sein de la Caisse Régionale s'élève à 46 milliers d'euros en Produit net bancaire correspondant à la comptabilisation du CVA.

L'application des autres dispositions n'a pas eu d'impact significatif sur le résultat et la situation nette de la période.

En effet :

- L'amendement de la norme IAS 1 prévoit, au sein des gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres, la distinction des éléments recyclables/non recyclables. La mise en œuvre de cet amendement se résume à un impact de présentation.
- L'amendement de la norme IAS 19 prévoit principalement l'obligation d'enregistrer les écarts actuariels, relatifs aux régimes à prestations définies, en gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres. Cette méthode étant déjà appliquée par le Groupe (optionnelle dans la version actuelle d'IAS 19), les effets de cet amendement sont très limités et non significatifs (enregistrement en capitaux propres dans les comptes au 30 juin 2013). L'impact en capitaux propres pour la Caisse Régionale s'élève à 162 milliers d'euros.
- L'amendement d'IFRS 7 qui vise à réconcilier les règles de compensation US Gaap et IFRS prévoit que soient mentionnés les effets des accords de compensation sur les actifs et les passifs financiers. La traduction de cet amendement sera l'intégration d'une note complémentaire au niveau des notes annexes des états financiers au 31 décembre 2013.

Il est rappelé que lorsque l'application anticipée de normes et interprétations est optionnelle sur une période, l'option n'est pas retenue par le Groupe, sauf mention spécifique.

Ceci concerne en particulier :

Normes, Amendements ou Interprétations	Date de publication par l'Union Européenne	Date de 1ère application obligatoire : exercices ouverts à compter du	Applicable dans le Groupe
Norme IFRS 10 sur les états financiers consolidés	11 décembre 2012 (UE n° 1254/12)	1 ^{er} janvier 2014	Oui
Norme IFRS 11 sur les partenariats	11 décembre 2012 (UE n° 1254/12)	1 ^{er} janvier 2014	Oui
Norme IFRS 12 sur les informations à fournir sur les intérêts détenus dans d'autres entités	11 décembre 2012 (UE n° 1254/12)	1 ^{er} janvier 2014	Oui
Norme IAS 27 modifiée sur les états financiers individuels	11 décembre 2012 (UE n° 1254/12)	1 ^{er} janvier 2014	Non
Norme IAS 28 modifiée sur les participations dans des entreprises associées et des coentreprises	11 décembre 2012 (UE n° 1254/12)	1 ^{er} janvier 2014	Oui
Amendement d'IAS 32 sur la présentation des compensations d'actifs financiers et des passifs financiers	13 décembre 2012 (UE n° 1256/12)	1 ^{er} janvier 2014	Oui
Amendements relatifs aux dispositions transitoires pour les normes IFRS 10 : Consolidation des états financiers, IFRS 11 : Partenariat et IFRS 12 : Informations à fournir sur les intérêts détenus dans d'autres entités	04 avril 2013 (UE n°313/2013)	1 ^{er} janvier 2014	Oui

La Caisse Régionale de Crédit Agricole Mutuel Toulouse 31 n'attend pas d'effets significatifs de l'application de ces dispositions sur son résultat et sa situation nette.

Par ailleurs, les normes et interprétations publiées par l'IASB mais non encore adoptées par l'Union Européenne n'entreront en vigueur d'une manière obligatoire qu'à partir de cette adoption et ne sont donc pas appliquées par le Groupe au 30 juin 2013.

Les comptes consolidés intermédiaires résumés sont destinés à actualiser les informations fournies dans les comptes consolidés au 31 décembre 2012 de la Caisse Régionale de Crédit Agricole Mutuel Toulouse 31 et doivent être lus en complément de ces derniers. Aussi, seules les informations les plus significatives sur l'évolution de la situation financière et des performances sont reproduites dans ces comptes semestriels.

De par leur nature, les évaluations nécessaires à l'établissement des comptes consolidés exigent la formulation d'hypothèses et comportent des risques et des incertitudes quant à leur réalisation dans le futur. Les estimations comptables qui nécessitent la formulation d'hypothèses sont utilisées principalement pour les évaluations réalisées pour les instruments financiers évalués à leur juste valeur, les participations non consolidées, les régimes de retraites et autres avantages sociaux futurs, les dépréciations durables de titres disponibles à la vente et détenus à maturité, les dépréciations de créances irrécouvrables, les provisions, la dépréciation des écarts d'acquisition et les actifs d'impôts différés.

Informations significatives du semestre

Le périmètre de consolidation et ses évolutions au 30 juin 2013 sont présentés de façon détaillée à la fin des notes annexes en note 10.

2.1. Principales opérations de structure et évènements significatifs de la période

Pas d'opération significative sur le 1^{er} semestre.

2.2. Ecarts d'acquisition

Pas d'écart d'acquisition.

2.3. Parties liées

Les parties liées à la Caisse Régionale de Crédit Agricole Mutuel Toulouse 31 sont les sociétés entrant dans le périmètre de consolidation, les entités ayant une influence notable sur l'entreprise, les entités soumises à l'influence notable de l'entreprise, les entités assurant les régimes d'avantages postérieurs à l'emploi bénéficiant au personnel salarié ou à celui d'une de ses parties liées.

Sont décrites ci-après les transactions conclues avec les parties liées au cours du 1er semestre 2013 :

Les Caisses Locales ont perçu principalement de la Caisse Régionale de Crédit Agricole Mutuel Toulouse 31 :

0,9 millions d'euros au titre des revenus des parts sociales,
1,4 millions d'euros au titre des intérêts des comptes courants bloqués,
0,4 millions d'euros au titre des commissions d'octroi de crédit.

Au 30 juin 2013, l'encours total des avances en compte courant consenties à la SAS Rue La Boétie s'élève à 15 M€.

Notes relatives au compte de résultat

3.1. Produits et Charges d'intérêts

(en milliers d'euros)	30/06/2013	31/12/2012	30/06/2012
Sur opérations avec les établissements de crédit	2 329	5 805	2 797
Sur opérations internes au Crédit Agricole	14 427	31 727	16 461
Sur opérations avec la clientèle	127 008	259 491	129 356
Intérêts courus et échus sur actifs financiers disponibles à la vente	2 408	5 039	3 006
Intérêts courus et échus sur actifs financiers détenus jusqu'à l'échéance	1 629	3 063	1 500
Intérêts courus et échus des instruments de couverture	8 120	26 116	16 785
Sur opérations de location-financement			
Autres intérêts et produits assimilés			
Produits d'intérêts (1) (2)	155 921	331 241	169 905
Sur opérations avec les établissements de crédit	-2 419	-4 997	-2 651
Sur opérations internes au Crédit Agricole	-27 605	-74 982	-42 590
Sur opérations avec la clientèle	-20 392	-37 518	-17 325
Sur dettes représentées par un titre	-1 142	-2 925	-1 651
Sur dettes subordonnées	-775	-1 114	-554
Intérêts courus et échus des instruments de couverture	-26 316	-55 626	-29 776
Sur opérations de location-financement			
Autres intérêts et charges assimilées	-84	-714	-416
Charges d'intérêts	-78 733	-177 876	-94 963

(1) dont 5 178 milliers d'euros sur créances dépréciées individuellement au 30 juin 2013 contre 10 488 milliers d'euros au 31 décembre 2012 et 5 294 milliers d'euros au 30 juin 2012.

(2) dont 2 363 milliers d'euros au 30 juin 2013 correspondant à des bonifications reçues de l'Etat, contre 3 993 milliers d'euros au 31 décembre 2012 et 1 915 milliers d'euros au 30 juin 2012.

3.2. Commissions nettes

(en milliers d'euros)	30/06/2013			31/12/2012			30/06/2012		
	Produits	Charges	Net	Produits	Charges	Net	Produits	Charges	Net
Sur opérations avec les établissements de crédit	142	-1	141	398	-2	396	145	-1	144
Sur opérations internes au Crédit Agricole	13 019	-5 454	7 565	27 569	-10 808	16 761	14 107	-5 287	8 820
Sur opérations avec la clientèle	13 552	-364	13 188	26 766	-772	25 994	13 519	-326	13 193
Sur opérations sur titres			0			0			0
Sur opérations de change	94		94	159		159	97		97
Sur opérations sur instruments dérivés et autres opérations de hors bilan	23	-9	14	301	-27	274	291	-6	285
Sur moyens de paiement et autres prestations de services bancaires et financiers	34 021	-3 132	30 889	67 843	-6 699	61 144	34 457	-3 349	31 108
Gestion d'OPCVM, fiducie et activités analogues	834	-42	792	2 224	-86	2 138	1 078	-42	1 036
Produits nets des commissions	61 685	-9 002	52 683	125 260	-18 394	106 866	63 694	-9 011	54 683

3.3. Gains ou pertes nets sur instruments financiers à la juste valeur par résultat

<i>(en milliers d'euros)</i>	30/06/2013	31/12/2012	30/06/2012
Dividendes reçus			
Plus ou moins values latentes ou réalisées sur actif/passif à la juste valeur par résultat par nature	-310	4 303	-1 244
Plus ou moins values latentes ou réalisées sur actif/passif à la juste valeur par résultat par option	-22	15	3 288
Solde des opérations de change et instruments financiers assimilés (hors résultat des couvertures d'investissements nets des activités à l'étranger)	144	402	198
Résultat de la comptabilité de couverture	-15	-110	-55
Gains ou pertes nets sur instruments financiers à la juste valeur par résultat	-203	4 610	2 187

Le résultat de la comptabilité de couverture se décompose comme suit :

<i>(en milliers d'euros)</i>	30/06/2013		
	Profits	Pertes	Net
Couvertures de juste valeur	25 929	25 945	-16
Variations de juste valeur des éléments couverts attribuables aux risques couverts	11 022	14 923	-3 901
Variations de juste valeur des dérivés de couverture (y compris cessations de couvertures)	14 907	11 022	3 885
Couvertures de flux de trésorerie	0	0	0
Variations de juste valeur des dérivés de couverture - partie inefficace			0
Couvertures d'investissements nets dans une activité à l'étranger	0	0	0
Variations de juste valeur des dérivés de couverture - partie inefficace			0
Couvertures de la juste valeur de l'exposition au risque de taux d'intérêt d'un portefeuille d'instruments financiers	212 741	212 740	1
Variations de juste valeur des éléments couverts	164 327	198 418	-34 091
Variations de juste valeur des dérivés de couverture	48 414	14 322	34 092
Couvertures de l'exposition des flux de trésorerie d'un portefeuille d'instruments financiers au risque de taux d'intérêt	0	0	0
Variations de juste valeur de l'instrument de couverture - partie inefficace			0
Total Résultat de la comptabilité de couverture	238 670	238 685	-15

<i>(en milliers d'euros)</i>	31/12/2012		
	Profits	Pertes	Net
Couvertures de juste valeur	27 423	27 533	-110
Variations de juste valeur des éléments couverts attribuables aux risques couverts	14 689	12 843	1 846
Variations de juste valeur des dérivés de couverture (y compris cessations de couvertures)	12 734	14 690	-1 956
Couvertures de flux de trésorerie	0	0	0
Variations de juste valeur des dérivés de couverture - partie inefficace			0
Couvertures d'investissements nets dans une activité à l'étranger	0	0	0
Variations de juste valeur des dérivés de couverture - partie inefficace			0
Couvertures de la juste valeur de l'exposition au risque de taux d'intérêt d'un portefeuille d'instruments financiers	229 034	229 034	0
Variations de juste valeur des éléments couverts	200 036	152 370	47 666
Variations de juste valeur des dérivés de couverture	28 998	76 664	-47 666
Couvertures de l'exposition des flux de trésorerie d'un portefeuille d'instruments financiers au risque de taux d'intérêt	0	0	0
Variations de juste valeur de l'instrument de couverture - partie inefficace			0
Total Résultat de la comptabilité de couverture	256 457	256 567	-110

<i>(en milliers d'euros)</i>	30/06/2012		
	Profits	Pertes	Net
Couvertures de juste valeur	27 199	27 254	-55
Variations de juste valeur des éléments couverts attribuables aux risques couverts	14 450	12 804	1 646
Variations de juste valeur des dérivés de couverture (y compris cessations de couvertures)	12 749	14 450	-1 701
Couvertures de flux de trésorerie	0	0	0
Variations de juste valeur des dérivés de couverture - partie inefficace			0
Couvertures d'investissements nets dans une activité à l'étranger	0	0	0
Variations de juste valeur des dérivés de couverture - partie inefficace			0
Couvertures de la juste valeur de l'exposition au risque de taux d'intérêt d'un portefeuille d'instruments financiers	323 951	323 951	0
Variations de juste valeur des éléments couverts	175 044	148 907	26 137
Variations de juste valeur des dérivés de couverture	148 907	175 044	-26 137
Couvertures de l'exposition des flux de trésorerie d'un portefeuille d'instruments financiers au risque de taux d'intérêt	0	0	0
Variations de juste valeur de l'instrument de couverture - partie inefficace			0
Total Résultat de la comptabilité de couverture	351 150	351 205	-55

3.4. Gains ou pertes nets sur actifs financiers disponibles à la vente

(en milliers d'euros)	30/06/2013	31/12/2012	30/06/2012
Dividendes reçus	109	5 559	5 378
Plus ou moins values de cessions réalisées sur actifs financiers disponibles à la vente *	620	-6 767	1 425
Pertes sur titres dépréciés durablement (titres de capitaux propres)	-560	-12 587	-4 519
Plus ou moins values de cessions réalisées sur actifs financiers détenus jusqu'à l'échéance et sur prêts et créances		107	
Gains ou pertes nets sur actifs financiers disponibles à la vente	169	-13 688	2 284

* hors résultat de cession sur actifs financiers disponibles à la vente à revenu fixe dépréciés durablement mentionnés en note 3.8

En 2012 la dépréciation durable s'explique principalement par :

- 6 807 milliers d'euros de dépréciation sur les titres SAS Rue La Boétie. Ce montant correspond à la différence entre le coût de 14 euros par titre (juste valeur du titre au 30 septembre 2012) et sa valeur déterminée pour la détermination de la dépréciation soit 13,64 euros,
- 5 754 milliers d'euros de dépréciation sur les titres Sacam International.

En 2013 : dépréciation de 555 milliers d'euros du titre Sacam International.

3.5. Produits et charges nets des autres activités

(en milliers d'euros)	30/06/2013	31/12/2012	30/06/2012
Gains ou pertes sur immobilisations hors exploitation			
Participation aux résultats des assurés bénéficiaires de contrats d'assurance			
Autres produits nets de l'activité d'assurance			-33
Variation des provisions techniques des contrats d'assurance			
Produits nets des immeubles de placement	-57	-111	-55
Autres produits (charges) nets	-173	273	813
Produits (charges) des autres activités	-230	162	725

3.6. Charges générales d'exploitation

(en milliers d'euros)	30/06/2013	31/12/2012	30/06/2012
Charges de personnel	-40 293	-79 829	-38 612
Impôts et taxes	-3 106	-6 675	-2 721
Services extérieurs et autres charges générales d'exploitation	-24 367	-50 359	-23 998
Charges générales d'exploitation	-67 766	-136 863	-65 331

Détail des charges de personnel

<i>(en milliers d'euros)</i>	30/06/2013	31/12/2012	30/06/2012
Salaires et traitements	-20 828	-40 557	-19 896
Cotisation au titre des retraites (régimes à cotisations définies)	-2 381	-4 612	-2 250
Cotisation au titre des retraites (régimes à prestations définies)	-163	-1 068	-644
Autres charges sociales	-7 781	-16 590	-8 084
Intéressement et participation	-4 237	-8 119	-4 415
Impôts et taxes sur rémunération	-4 903	-8 883	-3 323
Total Charges de personnel	-40 293	-79 829	-38 612

3.7. Dotations aux amortissements et aux dépréciations des immobilisations corporelles et incorporelles

<i>(en milliers d'euros)</i>	30/06/2013	31/12/2012	30/06/2012
Dotations aux amortissements	-2 800	-5 585	-2 563
- immobilisations corporelles	-2 657	-5 472	-2 534
- immobilisations incorporelles	-143	-113	-29
Dotations aux dépréciations	0	0	0
- immobilisations corporelles			
- immobilisations incorporelles			
Dotations aux amortissements et aux dépréciations des immobilisations incorporelles et corporelles	-2 800	-5 585	-2 563

3.8. Coût du risque

<i>(en milliers d'euros)</i>	30/06/2013	31/12/2012	30/06/2012
Dotations aux provisions et aux dépréciations	-43 358	-101 922	-51 868
Actifs financiers disponibles à la vente à revenu fixe		-1 089	-955
Prêts et créances	-40 584	-91 389	-45 042
Actifs financiers détenus jusqu'à l'échéance			
Autres actifs		-4	-4
Engagements par signature	-2 687	-5 609	-2 174
Risques et charges	-87	-3 831	-3 693
Reprises de provisions et de dépréciations	34 277	83 402	44 487
Actifs financiers disponibles à la vente à revenu fixe	439	163	162
Prêts et créances	31 178	79 800	42 832
Actifs financiers détenus jusqu'à l'échéance			
Autres actifs	5	4	4
Engagements par signature	2 446	2 732	1 256
Risques et charges	209	703	233
Dotations nettes de reprises des dépréciations et provisions	-9 081	-18 520	-7 381
Plus ou moins values de cessions réalisées sur actifs financiers disponibles à la vente à revenu fixe dépréciés			
Pertes sur prêts et créances irrécouvrables non dépréciés	-149	-230	-68
Récupérations sur prêts et créances amortis	101	1 142	353
Décotes sur crédits restructurés	-22	-47	-8
Pertes sur engagements par signature			
Autres pertes	-41	-77	-32
Coût du risque	-9 192	-17 732	-7 136

3.9. Gains ou pertes nets sur autres actifs

<i>(en milliers d'euros)</i>	30/06/2013	31/12/2012	30/06/2012
Immobilisations corporelles et incorporelles d'exploitation	9	5	0
Plus-values de cession	9	21	
Moins-values de cession		-16	
Titres de capitaux propres consolidés	0	0	0
Plus-values de cession			
Moins-values de cession			
Produits (charges) nets sur opérations de regroupement			
Gains ou pertes nets sur autres actifs	9	5	0

3.10. Impôts

Charge d'impôt :

(en milliers d'euros)	30/06/2013	31/12/2012	30/06/2012
Charge d'impôt courant	-19 002	-39 724	-23 093
Charge d'impôt différé	2 140	1 371	2 505
Charge d'impôt de la période	-16 862	-38 353	-20 588

Réconciliation du taux d'impôt théorique avec le taux d'impôt constaté

Au 30 juin 2013

(en milliers d'euros)	Base	Taux d'impôt	Impôt
Résultat avant impôt, dépréciations d'écarts d'acquisitions, activités abandonnées et résultats des sociétés mises en équivalence	49 858	36,10%	17 999
Effet des différences permanentes			-10
Effet des différences de taux d'imposition des entités étrangères			
Effet des pertes de l'exercice, de l'utilisation des reports déficitaires et des différences temporaires			63
Effet de l'imposition à taux réduit			-448
Effet des autres éléments			-742
Taux et charge effectifs d'impôt		33,82%	16 862

Le taux d'impôt théorique est le taux d'imposition de droit commun (y compris la contribution sociale additionnelle) des bénéfices taxables en France au 30 juin 2013.

Au 31 décembre 2012

(en milliers d'euros)	Base	Taux d'impôt	Impôt
Résultat avant impôt, dépréciations d'écarts d'acquisitions, activités abandonnées et résultats des sociétés mises en équivalence	90 876	36,10%	32 806
Effet des différences permanentes			-1 064
Effet des différences de taux d'imposition des entités étrangères			
Effet des pertes de l'exercice, de l'utilisation des reports déficitaires et des différences temporaires			-51
Effet de l'imposition à taux réduit			-309
Effet des autres éléments			6 971
Taux et charge effectifs d'impôt		42,20%	38 353

Au 30 juin 2012

<i>(en milliers d'euros)</i>	Base	Taux d'impôt	Impôt
Résultat avant impôt, dépréciations d'écarts d'acquisitions, activités abandonnées et résultats des sociétés mises en équivalence	59 791	36,10%	21 585
Effet des différences permanentes			2 143
Effet des différences de taux d'imposition des entités étrangères			
Effet des pertes de l'exercice, de l'utilisation des reports déficitaires et des différences temporaires			-28
Effet de l'imposition à taux réduit			-285
Effet des autres éléments			-2 827
Taux et charge effectifs d'impôt		34,43%	20 588

3.11. Variation des gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres

Est présenté ci-dessous le détail des produits et charges comptabilisés de la période.

Détail des gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres

Détail des gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres

(en milliers d'euros)	30/06/2013	31/12/2012	30/06/2012
Gains et pertes nets comptabilisés directement en capitaux propres recyclables			
Gains et pertes sur écarts de conversion	0	0	0
Ecart de réévaluation de la période			
Transferts en résultat			
Autres reclassifications			
Gains et pertes sur actifs disponibles à la vente	-4 985	16 024	5 791
Ecart de réévaluation de la période	-4 370	-3 280	2 023
Transferts en résultat (1)	-615	19 196	4 049
Autres reclassifications		108	-281
Gains et pertes sur instruments dérivés de couverture	204	-66	-82
Ecart de réévaluation de la période	186	-173	-136
Transferts en résultat			
Autres reclassifications	18	107	54
Gains et pertes sur actifs non courants destinés à être cédés	0	0	0
Ecart de réévaluation de la période			
Transferts en résultat			
Autres reclassifications			
Gains et pertes avant impôt comptabilisés directement en capitaux propres recyclables des entités mises en équivalence			
Impôt sur les gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres recyclables hors entités mises en équivalence	562	-823	-12
Impôt sur les gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres recyclables sur entités mises en équivalence			
Gains et pertes nets comptabilisés directement en capitaux propres recyclables	-4 219	15 135	5 697
Gains et pertes nets comptabilisés directement en capitaux propres non recyclables			
Gains et pertes actuariels sur avantages post emploi	-300	-1 411	-1 983
Gains et pertes sur actifs non courants destinés à être cédés			
Gains et pertes avant impôt comptabilisés directement en capitaux propres non recyclables des entités mises en équivalence			
Impôt sur les gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres non recyclables hors entités mises en équivalence	109	509	716
Impôt sur les gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres non recyclables sur entités mises en équivalence			
Gains et pertes nets comptabilisés directement en capitaux propres non recyclables	-191	-902	-1 267
Gains et pertes nets comptabilisés directement en capitaux propres	-4 410	14 233	4 430
Dont part Groupe	-4410	14232	4429
Dont participations ne donnant pas le contrôle		1	1

(1) : Dont 7 716 milliers d'euros au 31 décembre 2012 de pertes latentes relatives aux titres SAS Rue La Boétie.

Détail des effets d'impôt relatifs aux gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres

(en milliers d'euros)	30/06/2013				Variation				31/12/2012			
	Brut	Impôt	Net d'impôt	Net dont part Groupe	Brut	Impôt	Net d'impôt	Net dont part Groupe	Brut	Impôt	Net d'impôt	Net dont part Groupe
Gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres recyclables												
Gains et pertes sur écarts de conversion			0	-4 352	-21 009	1 480	-19 529	-19 529	16 024	-847	15 177	15 177
Gains et pertes sur actifs disponibles à la vente	-4 985	633	-4 352	-4 352								
Gains et pertes sur instruments dérivés de couverture	204	-71	133	133	270	-95	175	175	-66	24	-42	-42
Gains et pertes sur actifs non courants destinés à être cédés			0	0	0	0	0	0			0	0
Gains et pertes nets comptabilisés directement en capitaux propres recyclables, hors entités mises en équivalence	-4 781	562	-4 219	-4 219	-20 739	1 385	-19 354	-19 354	15 958	-823	15 135	15 135
Gains et pertes nets comptabilisés directement en capitaux propres recyclables des entités mises en équivalence			0				0				0	
Gains et pertes nets comptabilisés directement en capitaux propres	-4 781	562	-4 219	-4 219	-20 739	1 385	-19 354	-19 354	15 958	-823	15 135	15 135
Gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres non recyclables												
Gains et pertes actuariels sur avantages post emploi	-300	109	-191	-191	1 111	-400	711		-1 411	509	-902	-902
Gains et pertes sur actifs non courants destinés à être cédés			0				0				0	
Gains et pertes nets comptabilisés directement en capitaux propres non recyclables, hors entités mises en équivalence	-300	109	-191	-191	1 111	-400	711	0	-1 411	509	-902	-902
Gains et pertes nets comptabilisés directement en capitaux propres non recyclables des entités mises en équivalence			0				0				0	
Gains et pertes nets comptabilisés directement en capitaux propres non recyclables	-300	109	-191	-191	1 111	-400	711	0	-1 411	509	-902	-902
Gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres	-5 081	671	-4 410	-4 410	-19 628	985	-18 643	-19 354	14 547	-314	14 233	14 233

(en milliers d'euros)	31/12/2012				Variation				31/12/2011			
	Brut	Impôt	Net d'impôt	Net dont part Groupe	Brut	Impôt	Net d'impôt	Net dont part Groupe	Brut	Impôt	Net d'impôt	Net dont part Groupe
Gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres recyclables												
Gains et pertes sur écarts de conversion			0	15 177	23 374	-2 167	21 207	21 207	-7 350	1 320	-6 030	-6 030
Gains et pertes sur actifs disponibles à la vente	16 024	-847	15 177	15 177								
Gains et pertes sur instruments dérivés de couverture	-66	24	-42	-42	443	-151	292	292	-509	175	-334	-334
Gains et pertes sur actifs non courants destinés à être cédés			0				0				0	
Gains et pertes nets comptabilisés directement en capitaux propres recyclables, hors entités mises en équivalence	15 958	-823	15 135	15 135	23 817	-2 318	21 499	21 499	-7 859	1 495	-6 364	-6 364
Gains et pertes nets comptabilisés directement en capitaux propres recyclables des entités mises en équivalence			0				0				0	
Gains et pertes nets comptabilisés directement en capitaux propres	15 958	-823	15 135	15 135	23 817	-2 318	21 499	21 499	-7 859	1 495	-6 364	-6 364
Gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres non recyclables												
Gains et pertes actuariels sur avantages post emploi	-1 411	509	-902	-902	-2 568	907	-1 661		1 157	-398	759	759
Gains et pertes sur actifs non courants destinés à être cédés			0				0				0	
Gains et pertes nets comptabilisés directement en capitaux propres non recyclables, hors entités mises en équivalence	-1 411	509	-902	-902	-2 568	907	-1 661	0	1 157	-398	759	759
Gains et pertes nets comptabilisés directement en capitaux propres non recyclables des entités mises en équivalence			0				0				0	
Gains et pertes nets comptabilisés directement en capitaux propres non recyclables	-1 411	509	-902	-902	-2 568	907	-1 661	0	1 157	-398	759	759
Gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres	14 547	-314	14 233	14 233	21 249	-1 411	19 838	21 499	-6 702	1 097	-5 605	-5 605

4. Informations sectorielles

Information par secteur opérationnel

La Caisse Régionale de Crédit Agricole Mutuel Toulouse 31 réalise l'intégralité de son activité dans le secteur « Banque de proximité en France ».

5. Notes relatives au bilan

5.1. Actifs et Passifs financiers à la juste valeur par résultat

Actifs financiers à la juste valeur par résultat

(en milliers d'euros)	30/06/2013	31/12/2012
Actifs financiers détenus à des fins de transaction	6 453	8 628
Actifs financiers à la juste valeur par résultat sur option		
Valeur au bilan	6 453	8 628
<i>Dont Titres prêtés</i>		

Actifs financiers détenus à des fins de transaction

(en milliers d'euros)	30/06/2013	31/12/2012
Créances sur les établissements de crédit		
Créances sur la clientèle		
Titres reçus en pension livrée		
Titres détenus à des fins de transaction	0	458
- Effets publics et valeurs assimilées		458
- Obligations et autres titres à revenu fixe		
- Actions et autres titres à revenu variable		
Instruments dérivés	6 453	8 170
Valeur au bilan	6 453	8 628

Passifs financiers à la juste valeur par résultat

(en milliers d'euros)	30/06/2013	31/12/2012
Passifs financiers détenus à des fins de transaction	2 701	4 725
Passifs financiers à la juste valeur par résultat sur option		
Valeur au bilan	2 701	4 725

Passifs financiers détenus à des fins de transaction

(en milliers d'euros)	30/06/2013	31/12/2012
Titres vendus à découvert		
Titres donnés en pension livrée		
Dettes représentées par un titre		
Dettes envers la clientèle		
Dettes envers les établissements de crédit		
Instruments dérivés	2 701	4 725
Valeur au bilan	2 701	4 725

5.2. Actifs financiers disponibles à la vente

(en milliers d'euros)	30/06/2013			31/12/2012		
	Valeur comptable	Gains comptabilisés directement en capitaux propres	Pertes comptabilisées directement en capitaux propres	Valeur comptable	Gains comptabilisés directement en capitaux propres	Pertes comptabilisées directement en capitaux propres
Effets publics et valeurs assimilées	19 803		302	26 765	218	5
Obligations et autres titres à revenu fixe	295 633	5 879	793	283 083	7 005	777
Actions et autres titres à revenu variable (2)	23 611	1 018	142	23 704	930	248
Titres de participation non consolidés	326 743	7 630	427	330 558	11 096	383
Total des titres disponibles à la vente	665 790	14 527	1 664	664 110	19 249	1 413
Créances disponibles à la vente						
Total des créances disponibles à la vente						
Valeur au bilan des actifs financiers disponibles à la vente (1)	665 790	14 527	1 664	664 110	19 249	1 413
Impôts		-2 654	-426		-2 882	-246
Gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres sur actifs financiers disponibles à la vente (net d'impôts)		11 873	1 238		16 367	1 167

(1) dont 16 923 milliers d'euros comptabilisés au titre de la dépréciation durable sur titres et créances

(2) par exception, les titres SAS Rue La Boétie sont évalués au coût pour un montant net de dépréciation de 6 807 milliers d'euros au 30 juin 2013 identique au montant du 31 décembre 2012.

5.3. Prêts et créances sur les établissements de crédit et sur la clientèle

Prêts et créances sur les établissements de crédit

(en milliers d'euros)	30/06/2013	31/12/2012
Comptes et prêts		
Comptes et prêts	118 316	1 154
<i>dont comptes ordinaires débiteurs sains</i>	2 228	1 154
<i>dont comptes et prêts au jour le jour sains</i>		
Valeurs reçues en pension		
Titres reçus en pension livrée		
Prêts subordonnés	1 165	1 210
Titres non cotés sur un marché actif		
Autres prêts et créances		
Valeur brute	119 481	2 364
Dépréciations		
Valeur nette des prêts et créances auprès des établissements de crédit	119 481	2 364
Opérations internes au Crédit Agricole		
Comptes ordinaires	73 364	58 734
Comptes et avances à terme	796 740	710 843
Titres non cotés sur un marché actif		
Prêts subordonnés	20 506	20 506
Valeur brute	890 610	790 083
Dépréciations		
Valeur nette des prêts et créances internes au Crédit Agricole	890 610	790 083
Valeur au bilan	1 010 091	792 447

Prêts et créances sur la clientèle

(en milliers d'euros)	30/06/2013	31/12/2012
Opérations avec la clientèle		
Créances commerciales	22 555	28 821
Autres concours à la clientèle	6 948 882	6 846 492
Titres reçus en pension livrée		
Prêts subordonnés	7 536	7 536
Titres non cotés sur un marché actif	1 761	1 726
Créances nées d'opérations d'assurance directe		
Créances nées d'opérations de réassurance		
Avances en comptes courants d'associés	23 594	23 171
Comptes ordinaires débiteurs	32 097	38 986
Valeur brute	7 036 425	6 946 732
Dépréciations	259 088	253 449
Valeur nette des prêts et créances auprès de la clientèle	6 777 337	6 693 283
Valeur au bilan	6 777 337	6 693 283

Prêts et créances sur les établissements de crédit et sur la clientèle par agent économique (y compris opérations internes au Crédit Agricole)

	30/06/2013				
	Encours bruts	dont encours bruts dépréciés sur base individuelle	Dépréciations individuelles	Dépréciations collectives	Total
<i>(en milliers d'euros)</i>					
Administrations centrales	4 406	121	-121		4 285
Banques centrales					0
Etablissements de crédit	1 010 091				1 010 091
Institutions non établissements de crédit	801 183	1 004	-418		800 765
Grandes entreprises	921 966	55 168	-53 261	-47 447	821 258
Clientèle de détail	5 308 870	170 049	-127 578	-30 263	5 151 029
Total * Prêts et créances sur les établissements de crédit et sur la clientèle	8 046 516	226 342	-181 378	-77 710	7 787 428

* Dont encours clientèle sains restructurés (non dépréciés) pour 17,5 millions d'euros

	31/12/2012				
	Encours bruts	dont encours bruts dépréciés sur base individuelle	Dépréciations individuelles	Dépréciations collectives	Total
<i>(en milliers d'euros)</i>					
Administrations centrales	4 758	121	-121		4 637
Banques centrales					0
Etablissements de crédit	538 998				538 998
Institutions non établissements de crédit	692 951	1 429	-1 297		691 654
Grandes entreprises	1 217 248	62 884	-57 567	-49 863	1 109 818
Clientèle de détail	5 285 224	152 915	-117 601	-27 000	5 140 623
Total * Prêts et créances sur les établissements de crédit et sur la clientèle	7 739 179	217 349	-176 586	-76 863	7 485 730

* Dont encours clientèle sains restructurés (non dépréciés) pour 18 millions d'euros

5.4. Actifs transférés non décomptabilisés ou décomptabilisés avec implication continue

La Caisse Régionale de Toulouse 31 n'a pas transféré d'actif au cours du 1^{er} semestre 2013.

5.5. Dépréciations inscrites en déduction des actifs financiers

<i>(en milliers d'euros)</i>	31/12/2012	Variation de périmètre	Dotations	Reprises et utilisations	Ecart de conversion	Autres mouvements	30/06/2013
Créances sur les établissements de crédit							0
Créances sur la clientèle	253 449		45 308	-39 669			259 088
dont dépréciations collectives	76 863		5 762	-4 915			77 710
Opérations de location financement							0
Titres détenus jusqu'à l'échéance							0
Actifs financiers disponibles à la vente (1)	16 846		560	-483			16 923
Autres actifs financiers	488			-119			369
Total Dépréciations des actifs financiers	270 783	0	45 868	-40 271	0	0	276 380

(1) : Les titres SAS Rue La Boétie ont été dépréciés au cours de l'exercice 2012 pour un montant de 6 807 milliers d'euros

(en milliers d'euros)	31/12/2011	Variation de périmètre	Dotations	Reprises et utilisations	Ecart de conversion	Autres mouvements	30/06/2012
Créances sur les établissements de crédit							0
Créances sur la clientèle	251 708		49 587	-46 654			254 641
dont dépréciations collectives	71 180		23 232	-15 686			78 726
Opérations de location financement							0
Titres détenus jusqu'à l'échéance							0
Actifs financiers disponibles à la vente	3 333		5 474	-162			8 645
Autres actifs financiers	488		4	-4			488
Total Dépréciations des actifs financiers	255 529	0	55 065	-46 820	0	0	263 774

5.6. Exposition au risque souverain et non souverain sur les pays européens sous surveillance

Compte tenu du contexte économique confirmant les difficultés de certains pays de la zone euro à maîtriser leurs finances publiques, l'exposition de la Caisse Régionale de Crédit Agricole Mutuel Toulouse 31 sur certains pays européens est présentée ci-après :

Expositions au risque souverain sur la Grèce, l'Irlande, le Portugal, l'Italie l' Espagne, Chypre et la Hongrie

La Caisse Régionale de Crédit Agricole Mutuel Toulouse 31 n'est pas concernée par une exposition au risque souverain sur les pays européens sous surveillance.

Exposition au risque non souverain sur la Grèce, l'Irlande, le Portugal, l'Italie, l'Espagne, Chypre et la Hongrie.

L'exposition de la Caisse Régionale de Crédit Agricole Mutuel Toulouse 31 au risque non souverain sur les pays européens sous surveillance est détaillée ci-dessous. Elle porte sur les portefeuilles d'instruments de dettes et les prêts et créances accordés à la clientèle et aux établissements de crédit. Les expositions comptabilisées en trading et les engagements hors bilan sont exclues de cette analyse. La ventilation par pays est réalisée par type de risque de la contrepartie.

Activité bancaire – Risque de crédit

	30/06/2013				31/12/2012	
	Encours de crédit brut	Dont encours bruts dépréciés	Dépréciations sur base individuelle et collective	Taux de provisionnement des encours bruts	Encours de crédit net	Encours de crédit net
<i>(en milliers d'euros)</i>						
Grèce (y compris Chypre)	94	0	0	0	94	96
Banque						
Clientèle de détail	94				94	96
Entreprises et Grandes Entreprises hors para-publiques						
Entreprises et Grandes Entreprises para-publiques						
Collectivités locales						
Irlande	325	0	0	0	325	346
Banque						
Clientèle de détail	325				325	346
Entreprises et Grandes Entreprises hors para-publiques						
Entreprises et Grandes Entreprises para-publiques						
Collectivités locales						
Italie	266	0	0	0	266	273
Banque						
Clientèle de détail	266				266	273
Entreprises et Grandes Entreprises hors para-publiques						
Entreprises et Grandes Entreprises para-publiques						
Collectivités locales						
Espagne	6 806	135	99	1,45%	6 707	6 742
Banque						
Clientèle de détail	6 806	135	99	1,45%	6 707	6 742
Entreprises et Grandes Entreprises hors para-publiques						
Entreprises et Grandes Entreprises para-publiques						
Collectivités locales						
Portugal	7	0	0	0	7	4
Banque						
Clientèle de détail	7				7	4
Entreprises et Grandes Entreprises hors para-publiques						
Entreprises et Grandes Entreprises para-publiques						
Collectivités locales						
Hongrie	0	0	0	0	0	0
Banque						
Clientèle de détail	0					0
Entreprises et Grandes Entreprises hors para-publiques						
Entreprises et Grandes Entreprises para-publiques						
Collectivités locales						
Total Exposition sur pays à risque - Risque de crédit	7 498	135	99	1,45%	7 399	7 461

5.7. Dettes envers les établissements de crédit et la clientèle

Dettes envers les établissements de crédit

<i>(en milliers d'euros)</i>	30/06/2013	31/12/2012
Etablissements de crédit		
Comptes et emprunts	4 197	1 475
<i>dont comptes ordinaires créditeurs</i>	2 800	268
<i>dont comptes et emprunts au jour le jour</i>		
Valeurs données en pension		
Titres donnés en pension livrée		
Total	4 197	1 475
Opérations internes au Crédit Agricole		
Comptes ordinaires créditeurs		
Comptes et avances à terme	4 086 173	4 009 988
Total	4 086 173	4 009 988
Valeur au bilan	4 090 370	4 011 463

Dettes envers la clientèle

	30/06/2013	31/12/2012
<i>(en milliers d'euros)</i>		
Comptes ordinaires créditeurs	1 765 945	1 767 892
Comptes d'épargne à régime spécial	28 716	28 772
Autres dettes envers la clientèle	1 482 671	1 079 938
Titres donnés en pension livrée		
Dettes nées d'opérations d'assurance directe		
Dettes nées d'opérations de réassurance		
Dettes pour dépôts d'espèces reçus des cessionnaires et rétrocessionnaires en représentation d'engagements techniques		
Valeur au bilan	3 277 332	2 876 602

5.8. Dettes représentées par un titre et dettes subordonnées

<i>(en milliers d'euros)</i>	30/06/2013	31/12/2012
Dettes représentées par un titre		
Bons de caisse		
Titres du marché interbancaire		
Titres de créances négociables	293 554	442 867
Emprunts obligataires		
Autres dettes représentées par un titre		
Valeur au bilan	293 554	442 867
Dettes subordonnées		
Dettes subordonnées à durée déterminée	15 511	25 255
Dettes subordonnées à durée indéterminée		
Dépôt de garantie à caractère mutuel		
Titres et emprunts participatifs		
Valeur au bilan	15 511	25 255

Au cours du premier semestre 2013 un TSR de 10 millions d'euros a été remboursé.

5.9. Immeubles de placement

(en milliers d'euros)	31/12/2012	Variations de périmètre	Augmentations (Acquisitions)	Diminutions (Cessions et échéances)	Ecart de conversion	Autres mouvements	Solde 30/06/2013
Valeur brute	5 176		17				5 193
Amortissements et dépréciations	-2 091		-56				-2 147
Valeur au bilan (1)	3 085	0	-39	0	0	0	3 046

(1) Y compris Immeubles de placement donnés en location simple

(en milliers d'euros)	31/12/2011	Variations de périmètre	Augmentations (Acquisitions)	Diminutions (Cessions et échéances)	Ecart de conversion	Autres mouvements	Solde 31/12/2012
Valeur brute	5 153		28	-5			5 176
Amortissements et dépréciations	-1 984		-112	5			-2 091
Valeur au bilan (1)	3 169	0	-84	0	0	0	3 085

(1) Y compris Immeubles de placement donnés en location simple

La valeur des immeubles de placement est estimée "à dire d'expert".

La valeur de marché des immeubles de placements comptabilisés au coût amorti, établie « à dire d'expert », s'élève à 3046 milliers d'euros au 30 juin 2013 contre 3085 milliers d'euros au 31 décembre 2012 et 3169 milliers d'euros au 31 décembre 2011.

5.10. Immobilisations corporelles et incorporelles (hors écarts d'acquisition)

	31/12/2012	Variations de périmètre	Augmentations (Acquisitions, regroupements d'entreprises)	Diminutions (Cessions et échéances)	Ecart de conversion	Autres mouvements	Solde 30/06/2013
<i>(en milliers d'euros)</i>							
Immobilisations corporelles d'exploitation							
Valeur brute	125 727		3 740	-183			129 284
Amortissements et Dépréciations (1)	-83 984		-2 657	183			-86 458
Valeur au bilan	41 743	0	1 083	0	0	0	42 826
Immobilisations incorporelles							
Valeur brute	12 684		157	-123			12 718
Amortissements et Dépréciations	-8 777		-143	18			-8 902
Valeur au bilan	3 907	0	14	-105	0	0	3 816

(1) Y compris amortissements sur immobilisations données en location simple

	31/12/2011	Variations de périmètre	Augmentations (Acquisitions, regroupements d'entreprises)	Diminutions (Cessions et échéances)	Ecart de conversion	Autres mouvements	Solde 31/12/2012
<i>(en milliers d'euros)</i>							
Immobilisations corporelles d'exploitation							
Valeur brute	121 382		6 375	-2 023		-7	125 727
Amortissements et Dépréciations (1)	-80 518		-5 472	2 006			-83 984
Valeur au bilan	40 864	0	903	-17	0	-7	41 743
Immobilisations incorporelles							
Valeur brute	12 528		149			7	12 684
Amortissements et Dépréciations	-8 664		-113				-8 777
Valeur au bilan	3 864	0	36	0	0	7	3 907

(1) Y compris amortissements sur immobilisations données en location simple

5.11. Provisions

(en milliers d'euros)	31/12/2012	Variations de périmètre	Dotations	Reprises utilisées	Reprises non utilisées	Ecart de conversion	Autres mouvements	30/06/2013
Risques sur les produits épargne logement	4 191		2 315		-202			6 304
Risques d'exécution des engagements par signature	11 222		2 686		-2 446			11 462
Risques opérationnels	7 660							7 660
Engagements sociaux (retraites) et assimilés (1)	2 135		508				461	3 104
Litiges divers	7 204		87	-191	-209			6 891
Participations								0
Restructurations								0
Autres risques	9 051		3 106	-1 239	-176			10 742
Total	41 463	0	8 702	-1 430	-3 033	0	461	46 163

(1) La variation des autres mouvements d'un montant de 106 milliers d'euros est due à l'application de l'amendement d'IAS 19 au 1er janvier 2013.

(en milliers d'euros)	31/12/2011	Variations de périmètre	Dotations	Reprises utilisées	Reprises non utilisées	Ecart de conversion	Autres mouvements	31/12/2012
Risques sur les produits épargne logement	6 555				-2 364			4 191
Risques d'exécution des engagements par signature	8 854		5 609	-510	-2 732			11 221
Risques opérationnels	7 349		311					7 660
Engagements sociaux (retraites) et assimilés	925		82				1 128	2 135
Litiges divers	4 471		3 083	-48	-302			7 204
Participations								0
Restructurations								0
Autres risques	4 775		10 180	-2 257	-3 647			9 051
Total	32 929	0	19 265	-2 815	-9 045	0	1 128	41 462

Provision épargne-logement :

Encours collectés au titre des comptes et plans d'épargne-logement sur la phase d'épargne

(en milliers d'euros)	30/06/2013	31/12/2012
Plans d'épargne-logement :		
Ancienneté de moins de 4 ans	167 617	119 344
Ancienneté de plus de 4 ans et de moins de 10 ans	382 626	379 574
Ancienneté de plus de 10 ans	530 317	547 695
Total plans d'épargne-logement	1 080 560	1 046 613
Total comptes épargne-logement	156 210	147 482
Total Encours collectés au titre des contrats épargne-logement	1 236 770	1 194 095

L'ancienneté est déterminée conformément au CRC 2007-01 du 14 décembre 2007

Les encours de collecte sont des encours sur base d'inventaire à fin mai 2013 pour les données au 30 juin 2013 et à fin novembre 2012 pour les données au 31 décembre 2012, et hors prime d'état

Encours de crédits en vie octroyés au titre des comptes et plans d'épargne-logement

<i>(en milliers d'euros)</i>	30/06/2013	31/12/2012
Plans d'épargne-logement :	6 107	7 050
Comptes épargne-logement :	24 944	27 709
Total Encours de crédits en vie octroyés au titre des contrats épargne-logement	31 051	34 759

Provision au titre des comptes et plans d'épargne-logement

<i>(en milliers d'euros)</i>	30/06/2013	31/12/2012
Plans d'épargne-logement :		
Ancienneté de moins de 4 ans	0	
Ancienneté de plus de 4 ans et de moins de 10 ans	1 068	
Ancienneté de plus de 10 ans	5 236	4 026
Total plans d'épargne-logement	6 304	4 026
Total comptes épargne-logement		165
Total Provision au titre des contrats épargne-logement	6 304	4 191

L'ancienneté est déterminée conformément au CRC 2007-01 du 14 décembre 2007

5.12. Capitaux propres

➤ Composition du capital au 30 juin 2013

Au 30 juin 2013, la répartition du capital et des droits de vote est la suivante :

Répartition du capital de la Caisse régionale	Nombre de titres
Certificats Coopératifs d'investissements (CCI)	1 435 745
Dont part du Public	1 374 218
Dont part Crédit Agricole S.A.	
Dont part Auto-détenue	61 527
Certificats Coopératifs d'associés (CCA)	1 165 535
Dont part du Public	
Dont part Crédit Agricole S.A.	1 165 535
Parts sociales	1 999 601
Dont 46 Caisses Locales	1 999 510
Dont 18 administrateurs de la CR	90
Dont Crédit Agricole S.A.	1
Total	4 600 881

La valeur nominale des titres est de 16 euros et le montant du capital est de 73 614 milliers d'euros

➤ Dividendes

Au titre de l'exercice 2012, l'Assemblée générale de la Caisse Régionale de Crédit Agricole Mutuel Toulouse 31 a approuvé le versement d'un dividende net par part sociale de 2,70%.

De même, les Assemblées Générales des Caisses Locales ont approuvé le versement d'un intérêt net par part sociale de 2,50%.

Dividendes

Année de rattachement du dividende	Par CCI	Par CCA	Par Part Sociale
	Montant Net	Montant Net	Montant Net
2009	5105	3974	1216
2010	5275	4149	1072
2011	5554	4429	1103
2012	5614	4557	864

Dividendes payés au cours de l'exercice

Les montants relatifs aux dividendes figurent dans le tableau de variation des capitaux propres. Ils s'élèvent à 12643 milliers d'euros.

6. Engagements de financement et de garantie

Engagements donnés et reçus

(en milliers d'euros)	30/06/2013	31/12/2012
Engagements donnés	1 257 419	1 342 536
Engagements de financement	790 053	882 744
. Engagements en faveur d'établissements de crédit		
. Engagements en faveur de la clientèle	790 053	882 744
Ouverture de crédits confirmés	581 299	642 678
- Ouverture de crédits documentaires	4 614	4 960
- Autres ouvertures de crédits confirmés	576 685	637 718
Autres engagements en faveur de la clientèle	208 754	240 066
Engagements de garantie	467 366	459 792
. Engagements d'ordre d'établissement de crédit	245 980	246 010
Confirmations d'ouverture de crédits documentaires		
Autres garanties	245 980	246 010
. Engagements d'ordre de la clientèle	221 386	213 782
Cautions immobilières	84 945	88 154
Autres garanties d'ordre de la clientèle	136 441	125 628
Engagements reçus	2 758 879	2 674 856
Engagements de financement	450 000	400 000
. Engagements reçus d'établissements de crédit	450 000	400 000
. Engagements reçus de la clientèle		
Engagements de garantie	2 308 879	2 274 856
. Engagements reçus d'établissements de crédit	282 294	290 052
. Engagements reçus de la clientèle	2 026 585	1 984 804
Garanties reçues des administrations publiques et	294 287	273 592
Autres garanties reçues	1 732 298	1 711 212

Le montant de la garantie « switch » s'élève à 232 442 K€.

Créances apportées en garantie :

Au cours du premier semestre 2013, la Caisse Régionale de Crédit Agricole Mutuel Toulouse 31 a apporté 2 893 840 milliers d'euros de créances en garantie dans le cadre de la participation du groupe Crédit Agricole à différents mécanismes de refinancement, contre 2 905 526 milliers d'euros en 2012.

En particulier, la Caisse Régionale de Crédit Agricole Mutuel Toulouse 31 a apporté :

- 1 373 519 milliers d'euros de créances à Crédit Agricole S.A. dans le cadre des opérations de refinancement du Groupe auprès de la Banque de France, contre 1 635 330 milliers d'euros en 2012 ;

- 76 221 milliers d'euros de créances à Crédit Agricole S.A. dans le cadre du dispositif SFEF (Société de Financement de l'Economie Française), contre 76 557 milliers d'euros en 2012 ;

- 448 000 milliers d'euros de créances hypothécaires à Crédit Agricole S.A. dans le cadre du refinancement auprès de la CRH (Caisse de Refinancement de l'Habitat), contre 396 937 milliers d'euros en 2012 ;

- 996 100 milliers euros de créances à Crédit Agricole S.A. ou à d'autres partenaires du Groupe dans le cadre de divers mécanismes de refinancement, contre 796 702 milliers euros en 2012.

7. Reclassements d'instruments financiers

- **Principes retenus par le groupe**

Les reclassements hors de la catégorie « Actifs financiers détenus à des fins de transaction » ou hors de la catégorie « Actifs financiers disponibles à la vente » ont été décidés puis réalisés dans le respect des conditions fixées par l'amendement IAS 39 adopté par l'Union Européenne le 15 octobre 2008. Ils ont été inscrits dans leur nouvelle catégorie comptable pour leur juste valeur à la date du reclassement.

- **Reclassements effectués**

Comme les exercices précédents, la Caisse Régionale n'a pas opéré en 2013 de reclassement au titre de l'amendement de la norme IAS 39 adopté par l'Union Européenne le 15 octobre 2008.

8. Juste valeur des instruments financiers

8.1. Juste valeur des actifs et passifs financiers comptabilisés au coût

	30/06/2013		31/12/2012	
	Valeur au bilan	Valeur de marché estimée	Valeur au bilan	Valeur de marché estimée
<i>(en milliers d'euros)</i>				
Actifs				
Prêts et créances sur les établissements de crédit	1 010 091	1 017 211	792 447	813 489
Prêts et créances sur la clientèle	6 777 337	6 606 430	6 693 283	6 378 516
Actifs financiers détenus jusqu'à l'échéance	155 225	158 965	141 802	146 496
Passifs				
Dettes envers les établissements de crédits	4 090 370	4 123 350	4 011 463	4 062 500
Dettes envers la clientèle	3 277 332	3 277 332	2 876 602	2 876 602
Dettes représentées par un titre	293 554	293 554	442 867	442 867
Dettes subordonnées	15 511	15 511	25 255	25 255

8.2. Informations sur les instruments financiers évalués à la juste valeur

Répartition des instruments financiers à la juste valeur par modèle de valorisation

Actifs financiers valorisés à la juste valeur

Les montants présentés sont y compris créances rattachées et nets de dépréciation

	Total 30/06/2013	Prix cotés sur des marchés actifs pour des instruments identiques : Niveau 1	Valorisation fondée sur des données observables : Niveau 2	Valorisation fondée sur des données non observables : Niveau 3
<i>(en milliers d'euros)</i>				
Actifs financiers détenus à des fins de transaction	6 453	0	6 453	0
Créances sur les établissements de crédit	0			
Créances sur la clientèle	0			
Titres reçus en pension livrée	0			
Titres détenus à des fins de transaction	0	0	0	0
Effets publics et valeurs assimilées				
Obligations et autres titres à revenu fixe				
Actions et autres titres à revenu variable	0	0	0	
Instruments dérivés	6 453		6 453	
Actifs financiers à la juste valeur par résultat sur option	0	0	0	0
Créances sur la clientèle	0			
Actifs représentatifs de contrats en unités de compte	0			
Titres à la juste valeur par résultat sur option				0
Effets publics et valeurs assimilées				
Obligations et autres titres à revenu fixe				
Actions et autres titres à revenu variable				
Actifs financiers disponibles à la vente	665 790	555 977	109 813	0
Effets publics et valeurs assimilées	19 803	19 803		
Obligations et autres titres à revenu fixe	295 633	278 194	17 439	
Actions et autres titres à revenu variable (1)	350 354	257 980	92 374	
Créances disponibles à la vente				
Instruments dérivés de couverture	36 345		36 345	
Total Actifs financiers valorisés à la juste valeur	708 588	555 977	152 611	0

(1) Hors 7 716 milliers d'euros de titres SAS Rue La Boétie valorisés selon la méthode du coût.

<i>(en milliers d'euros)</i>	Total 31/12/2012	Prix cotés sur des marchés actifs pour des instruments identiques : Niveau 1	Valorisation fondée sur des données observables : Niveau 2	Valorisation fondée sur des données non observables : Niveau 3
Actifs financiers détenus à des fins de transaction	8 628	815	7 813	0
Créances sur les établissements de crédit	0			
Créances sur la clientèle	0			
Titres reçus en pension livrée	0			
Titres détenus à des fins de transaction	458	458	0	0
Effets publics et valeurs assimilées	0			
Obligations et autres titres à revenu fixe	458	458		
Actions et autres titres à revenu variable	0			
Instruments dérivés	8 170	357	7 813	
Actifs financiers à la juste valeur par résultat sur option	0	0	0	0
Créances sur la clientèle	0			
Actifs représentatifs de contrats en unités de compte	0			
Titres à la juste valeur par résultat sur option	0	0	0	0
Effets publics et valeurs assimilées	0			
Obligations et autres titres à revenu fixe	0			
Actions et autres titres à revenu variable	0			
Actifs financiers disponibles à la vente	664 110	482 399	181 711	0
Effets publics et valeurs assimilées	26 765	26 765		
Obligations et autres titres à revenu fixe	283 083	203 890	79 193	
Actions et autres titres à revenu variable (1)	354 262	251 744	102 518	
Créances disponibles à la vente	0			
Instruments dérivés de couverture	44 948		44 948	
Total Actifs financiers valorisés à la juste valeur	717 686	483 214	234 472	0

(1) Hors 7 716 milliers d'euros de titres SAS Rue La Boétie valorisés selon la méthode du coût.

Passifs financiers valorisés à la juste valeur

Les montants présentés sont y compris dettes rattachées

	Total 30/06/2013	Prix cotés sur des marchés actifs pour des instruments identiques : Niveau 1	Valorisation fondée sur des données observables : Niveau 2	Valorisation fondée sur des données non observables : Niveau 3
<i>(en milliers d'euros)</i>				
Passifs financiers détenus à des fins de transaction	2 701	308	2 393	0
Titres vendus à découvert	0			
Titres donnés en pension livrée	0			
Dettes représentées par un titre	0			
Dettes envers la clientèle	0			
Dettes envers les établissements de crédit	0			
Instruments dérivés	2 701	308	2 393	
Passifs financiers à la juste valeur par résultat sur option	0			
Instruments dérivés de couverture	158 234		158 234	
Total Passifs financiers valorisés à la juste valeur	160 935	308	160 627	0

	Total 31/12/2012	Prix cotés sur des marchés actifs pour des instruments identiques : Niveau 1	Valorisation fondée sur des données observables : Niveau 2	Valorisation fondée sur des données non observables : Niveau 3
<i>(en milliers d'euros)</i>				
Passifs financiers détenus à des fins de transaction	4 725	226	4 499	0
Titres vendus à découvert	0			
Titres donnés en pension livrée	0			
Dettes représentées par un titre	0			
Dettes envers la clientèle	0			
Dettes envers les établissements de crédit	0			
Instruments dérivés	4 725	226	4 499	
Passifs financiers à la juste valeur par résultat sur option	0			
Instruments dérivés de couverture	197 583		197 583	
Total Passifs financiers valorisés à la juste valeur	202 308	226	202 082	0

- **Changements de modèles de valorisation**

Aucun transfert en dehors du ou vers le niveau 3 et aucun transfert entre les niveaux 1 et 2 n'a été effectué au cours du semestre.

9. Événements postérieurs à la fin de la période intermédiaire

La Caisse Régionale n'a pas constaté d'évènements postérieurs à la date de clôture qui donnent lieu à des ajustements ou qui donnent lieu à une information en annexe.

10. Périmètre de consolidation au 30 juin 2013

Liste des filiales, coentreprises et entreprises associées	Implantation	Evolution du périmètre	Méthode au 30 juin 2013	% de contrôle		% d'intérêt	
				30/06/2013	31/12/2012	30/06/2013	31/12/2012
Caisse Régionale Toulouse 31	France		Mère	100%	100%	100%	100%
Caisses Locales	France		Mère	100%	100%	100%	100%
Force Toulouse Diversifié	France		Globale	99,99%	99,99%	99,99%	99,99%
Ozenne institutionnel	France		Globale	99,74%	99,74%	99,74%	99,74%
Toulouse 31 Court Terme	France		Globale	99,98%	99,98%	99,98%	99,98%

Caisse Régionale de Crédit Agricole Mutuel Toulouse 31

Société coopérative à capital variable, agréée en tant qu'établissement de crédit,
Société de courtage d'assurance immatriculée au
Registre des Intermédiaires en Assurance sous le n° 07 022 951

Siège social : 6 Place Jeanne d'Arc, 31005 Toulouse
N° : 776 916 207 RCS TOULOUSE

DECLARATION PERSONNES PHYSIQUES AU 30 JUIN 2013

DECLARATIONS DES PERSONNES PHYSIQUES

Je soussigné, Monsieur Yvon MALARD, Directeur Général de la Caisse Régionale de Crédit Agricole Mutuel Toulouse 31, atteste, qu'à ma connaissance, les comptes pour le semestre écoulé sont établis conformément aux normes comptables applicables et donnent une image fidèle du patrimoine, de la situation financière et du résultat de la Caisse Régionale et de l'ensemble des entreprises comprises dans la consolidation, et que le rapport financier ci-joint présente un tableau fidèle de l'évolution des affaires, des résultats et de la situation financière de la Caisse Régionale et de l'ensemble des entreprises comprises dans la consolidation, ainsi qu'une description des principaux risques et incertitudes auxquels elles sont confrontées.

Fait à Toulouse,
Le 9 août 2013

Le Directeur Général

Caisse Régionale de Crédit Agricole Mutuel Toulouse 31

Société coopérative à capital variable, agréée en tant qu'établissement de crédit,
Société de courtage d'assurance immatriculée au
Registre des Intermédiaires en Assurance sous le n° 07 022 951

Siège social : 6 Place Jeanne d'Arc, 31005 Toulouse
N° : 776 916 207 RCS TOULOUSE

RAPPORT DES COMMISSAIRES AUX COMPTES AU 30 JUIN 2013

SYGNATURES S.A.

8, chemin de la Terrasse
B.P. 45122
31512 Toulouse Cedex 5
S.A. au capital de € 324.365,57

Commissaire aux Comptes
Membre de la compagnie
régionale de Toulouse

ERNST & YOUNG Audit

1, place Alfonse Jourdain
B.P. 98536
31685 Toulouse Cedex 6
S.A.S. à capital variable

Commissaire aux Comptes
Membre de la compagnie
régionale de Versailles

Caisse régionale de Crédit Agricole Mutuel Toulouse 31

Période du 1^{er} janvier au 30 juin 2013

Rapport des commissaires aux comptes sur l'information financière semestrielle

Aux Sociétaires,

En exécution de la mission qui nous a été confiée par vos assemblées générales et en application de l'article L. 451-1-2 III du Code monétaire et financier, nous avons procédé à :

- l'examen limité des comptes semestriels consolidés résumés de la Caisse régionale de Crédit Agricole Mutuel Toulouse 31, relatifs à la période du 1^{er} janvier au 30 juin 2013, tels qu'ils sont joints au présent rapport ;
- la vérification des informations données dans le rapport semestriel d'activité.

Ces comptes semestriels consolidés résumés ont été établis sous la responsabilité du conseil d'administration. Il nous appartient, sur la base de notre examen limité, d'exprimer notre conclusion sur ces comptes.

1. Conclusion sur les comptes

Nous avons effectué notre examen limité selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Un examen limité consiste essentiellement à s'entretenir avec les membres de la direction en charge des aspects comptables et financiers et à mettre en œuvre des procédures analytiques. Ces travaux sont moins étendus que ceux requis pour un audit effectué selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. En conséquence, l'assurance que les comptes, pris dans leur ensemble, ne comportent pas d'anomalies significatives obtenue dans le cadre d'un examen limité est une assurance modérée, moins élevée que celle obtenue dans le cadre d'un audit.

Sur la base de notre examen limité, nous n'avons pas relevé d'anomalies significatives de nature à remettre en cause la conformité des comptes semestriels consolidés résumés avec la norme IAS 34 – norme du référentiel IFRS tel qu'adopté dans l'Union européenne relative à l'information financière intermédiaire.

2. Vérification spécifique

Nous avons également procédé à la vérification des informations données dans le rapport semestriel d'activité commentant les comptes semestriels consolidés résumés sur lesquels a porté notre examen limité.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur leur sincérité et leur concordance avec les comptes semestriels consolidés résumés.

Sans remettre en cause la conclusion exprimée ci-dessus, nous attirons votre attention sur la note 1 de l'annexe des comptes consolidés intermédiaires résumés qui décrit les nouvelles normes et interprétations appliquées à compter du 1er janvier 2013.

Toulouse, le 2 août 2013

Les Commissaires aux Comptes

SYGNATURES S.A.

ERNST & YOUNG Audit

Laure Mulin

Frank Astoux